



LOMBARD ODIER
LOMBARD ODIER DARIER HENTSCH

Rapport financier 2021 Groupe Lombard Odier

Table des matières

05	Message des Associés-gérants Seniors
07	Gouvernance d'entreprise
13	Indications relatives à la gestion des risques
17	États financiers

Message des Associés-gérants Seniors

Tout au long de cette année singulière, nous avons tout mis en œuvre pour rester proches de nos clients et continuer à préserver et faire fructifier leur patrimoine. Dans un contexte qui aura alterné entre opportunités des phases de reprise, vigilance face aux aléas de la situation sanitaire et menaces géopolitiques, notre Groupe est parvenu à générer des résultats solides.

Des apports nets conséquents, un impact positif des marchés et notre performance de gestion ont engendré au sein du Groupe une augmentation des actifs de la clientèle de CHF 42 milliards. En fin d'année, les actifs totaux de la clientèle s'élevaient à CHF 358 milliards, en croissance de 13% par rapport à fin 2020. Les revenus opérationnels se sont établis à CHF 1,45 milliard, en hausse de 3%, tandis que le bénéfice net consolidé a atteint CHF 270 millions, en hausse de 30% par rapport à 2020.

Notre bilan demeure solide, liquide et investi de manière prudente. Nous restons bien capitalisés, avec un ratio CET1 de 28,5% et un ratio de couverture des liquidités de 201%. L'agence Fitch a confirmé en décembre 2021 la notation AA- du Groupe, assortie d'une perspective stable. Il s'agit de la meilleure note possible pour un groupe de notre taille. Dans un contexte de volume de transactions élevé, et avec une partie de nos collaborateurs travaillant à domicile, le risque opérationnel est resté bien maîtrisé.

Notre performance financière reflète notre stratégie consistant à construire un groupe concentré sur son cœur de métier, à savoir la gestion de patrimoine et d'actifs pour une clientèle privée et institutionnelle. Nous continuons d'investir dans le recrutement de nouveaux talents à travers le Groupe et à privilégier une croissance organique, ce qui contribue à pérenniser notre identité et notre proposition de valeur, particulièrement prisées par nos clients.

La soutenabilité est plus que jamais au cœur de notre approche, dans la conduite de nos activités comme dans notre philosophie d'investissement. Elle passe par la transition vers un modèle économique circulaire, efficient, inclusif et propre. Notre rôle est d'identifier et d'analyser les opportunités d'investissement générées par ces évolutions, afin d'en faire bénéficier nos clients, mais aussi de gérer les risques associés à cette transition. Après le lancement réussi de deux stratégies sur les thématiques de la transition climatique et du capital naturel dans le domaine des actions, nous avons cette année mis l'accent sur la neutralité carbone.

Au sein de notre activité clientèle privée, nous avons poursuivi le développement de notre offre de longue date dans les actifs privés – comprenant les entreprises non cotées ou « private equity », l'immobilier et les infrastructures – pour bénéficier d'opportunités de sources de rendement à long terme dans un environnement de taux bas. Nous avons adapté notre cadre d'allocation d'actifs stratégique pour refléter un monde post-Covid à faible rendements.

Les actifs sous gestion chez Lombard Odier Investment Managers (LOIM) se situaient en fin d'année à un plus-haut historique de CHF 71 milliards. Plusieurs stratégies d'investissement innovantes ont été lancées en 2021, en particulier notre gamme « TargetNetZero », à travers plusieurs classes d'actifs comme les actions, les titres à revenus fixes et les obligations convertibles. A fin décembre 2021, 63% des fonds de placement LOIM ont été classés dans le premier ou le deuxième quartile sur trois ans, et 73% sur cinq ans.

Notre plateforme bancaire propriétaire nous a permis de rester proches de nos clients et de leur assurer un service transparent et sécurisé. Nos clients Business Process Outsourcing (BPO) ont également salué le service dont ils ont pu bénéficier. Nous avons poursuivi nos événements numériques et développé encore davantage notre interface client My LO. Pour la clientèle déposée en Suisse, les fonctionnalités de paiements et transferts sont désormais disponibles, et seront déployées progressivement dans le reste du Groupe. Nous continuons à investir fortement dans nos systèmes informatiques et leur sécurité, y compris dans le projet GX, afin de conserver une plateforme technologique à l'avant-garde.

Nous avons à nouveau soutenu les personnes touchées par la pandémie, en renouvelant l'initiative « Covid-19 Relief » de la Fondation Lombard Odier, qui nous permet de collaborer avec des institutions dont nous sommes proches et venant en aide aux plus vulnérables sur quatre continents, avec l'appui de nos bureaux locaux.

Nos réalisations ont été récompensées par de nombreux prix, notamment en Suisse, en Europe, en Asie et pour la région MENA dans le cadre des WealthBriefing awards, et dans plusieurs catégories, comme : Best Domestic Private Bank, Best Ultra High Net Worth Team, ou Best Family Wealth Advisory Offering. Nous sommes également fiers d'avoir remporté le prix de Best private bank for impact and sustainable investing, remis par PWM/The Banker lors des Global Private Banking Awards 2021.

A mesure que nous avançons dans l'année 2022, nous sommes particulièrement attentifs à l'évolution des circonstances géopolitiques exceptionnelles que nous vivons. Nous continuons de mettre l'accent sur une gestion prudente de notre bilan et de nos finances. Nous sommes déterminés à rester un employeur de référence et à nous concentrer sur notre mission centrale. Face aux grandes incertitudes nées du conflit entre la Russie et l'Ukraine, notre mission est plus que jamais de guider nos clients et de protéger les avoirs qui nous sont confiés, en gérant étroitement les risques de leurs portefeuilles.

A blue ink signature of Patrick Odier, written in a cursive style.

Patrick Odier – Associé-gérant Senior

A blue ink signature of Hubert Keller, written in a cursive style.

Hubert Keller – Associé-gérant Senior

Gouvernance d'entreprise

1. Structure du Groupe et actionariat

Structure du Groupe

La Compagnie Lombard Odier SCmA est la société faitière du Groupe Lombard Odier. Elle contrôle directement ou indirectement toutes les sociétés du Groupe Lombard Odier.

La liste détaillée des sociétés du Groupe Lombard Odier figure dans la note 1.7 « Indication des entreprises dans lesquelles le Groupe détient une participation permanente significative, directe ou indirecte » des comptes du Groupe. Aucune des sociétés du Groupe n'est cotée et il n'existe pas de participation croisée.

Détenteurs de participations qualifiés

Les Associés-gérants de Compagnie Lombard Odier SCmA détiennent directement ou indirectement la quasi-totalité du capital-actions de cette dernière.

Au 31 décembre 2021, les six Associés-gérants de Compagnie Lombard Odier SCmA sont M. Patrick Odier, M. Hubert Keller, M. Frédéric M. Rochat, M. Denis Pittet, Mme Annika Falkengren et M. Alexandre Zeller.

2. Organe de contrôle

Membres

L'Organe de contrôle (OC) est constitué de trois membres au moins, tous indépendants au sens des chiffres marginaux 17ss de la Circ.-FINMA 17/1 « Gouvernance d'entreprise – banques ». Ses membres sont élus pour une durée de trois ans, renouvelable.

Jean A. Bonna

M. Jean Bonna est membre de l'Organe de contrôle du Groupe Lombard Odier depuis 2014, tout d'abord en qualité de Vice-Président puis depuis le 1^{er} janvier 2021 en qualité de Président. Titulaire d'une licence en droit de l'Université de Genève, M. Bonna débute sa carrière, entre 1968 et 1970, auprès de Morgan Guaranty Trust à New York (aujourd'hui J.P. Morgan Chase & Co), de U.S. Trust Co. à New York et de Baring Brothers à Londres.

Il rejoint le Groupe Lombard Odier en 1971, puis en devient Associé-gérant en 1983. Jusqu'en 2007, il assume des responsabilités dans le domaine de la gestion de fortune; il est par ailleurs l'Associé en charge des Services Financiers, du Service Juridique, Fiscal et Compliance et de toutes les questions liées à la structure du Groupe Lombard Odier.

M. Bonna a été membre du Comité de l'Association des Banquiers Privés Suisses de 1987 à 1997, y assumant les fonctions de Président de 1993 à 1996.

De 1988 à 2002, il a été membre du Comité du Conseil d'administration de l'Association Suisse des Banquiers.

Il a représenté le Groupe Lombard Odier au sein du Groupement des Banquiers Privés Genevois entre 1987 et 2004, période au cours de laquelle il en a assuré la présidence à plusieurs reprises.

Klaus Jenny

M. Klaus Jenny est membre de l'Organe de contrôle depuis 2014. Depuis le 1^{er} janvier 2021, il exerce la fonction de Vice-Président de l'Organe de Contrôle.

M. Jenny est titulaire d'une licence en sciences économiques (mention Banque) et d'un doctorat en sciences économiques de l'Université de Saint-Gall, ainsi que d'un brevet d'avocat (canton de Glaris). Il a également accompli le Program for Senior Executives du Massachusetts Institute of Technology.

Il a débuté sa carrière au Credit Suisse en 1972 et devient, à partir de 1987, membre de la Direction générale. Il exerce ensuite, successivement, les responsabilités de membre du Comité de la Direction générale, puis de membre de l'Executive Board de Credit Suisse Group et de Chief Executive Officer de Credit Suisse Private Banking.

Depuis 1999, il exerce des activités indépendantes dans le domaine de la finance.

Christophe Hentsch

M. Christophe Hentsch a été nommé membre de l'Organe de Contrôle en date du 1^{er} janvier 2021.

Auparavant, M. Christophe Hentsch a été Associé-gérant du Groupe Lombard Odier de 2004 à 2020.

Il est titulaire d'une licence en économie de l'Université de Saint-Gall (HSG).

Il a débuté sa carrière chez Hewlett-Packard, en 1984. En 1985, il intègre la division Corporate Finance de Kleinwort Benson à Londres, puis à Genève.

En 1991, M. Hentsch intègre la Société Générale d'Affichage en qualité de Directeur financier et membre de la Direction générale.

En 1999, il rejoint le Groupe Lombard Odier au sein duquel il a dirigé successivement plusieurs départements de l'Unité Clientèle Privée, puis les activités en relation avec l'Unité Technologie & Opérations. Il a supervisé les Unités Ressources Humaines, Juridique et Compliance jusqu'au 31 août 2020.

De 1996 à 1999, il a été membre du Conseil d'administration de la Bourse électronique suisse.

Autres activités et mandats

(situation au 31.12.2021)

Jean Bonna

- Président de l'Association Internationale de Bibliophilie
- Honorary Trustee du Metropolitan Museum of Art (New York)

Klaus Jenny

- Membre du Conseil d'administration de Téléverbier S.A.
- Vice-Président du Conseil d'administration de Sportbahnen Elm AG
- Membre du Conseil d'administration de Stellaria Holding SA
- Membre du Conseil d'administration de Schuhe Jenny AG

Christophe Hentsch

- Membre du Conseil de la Fondation Lombard Odier
- Associé-gérant de PTIC Sàrl
- Membre du Comité central de la Société Nautique de Genève

3. Organisation interne

Répartition des tâches au sein de l'Organe de contrôle

Les fonctions occupées par les membres de l'OC sont indiquées au chiffre 2 de la présente section du rapport financier. Par ailleurs, l'OC remplit in corpore la fonction de Comité d'audit et de Comité des risques du Groupe Lombard Odier. Un membre de l'OC est nommé «répondant» pour la direction de la fonction de Comité d'audit et un autre est nommé «répondant» pour la direction de la fonction de Comité des risques.

Méthodes de travail

L'OC se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au moins une fois par trimestre. Il prend ses décisions à la majorité absolue des membres présents. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante. Pour qu'une décision soit prise valablement, elle requiert la présence de la majorité des membres de l'OC.

Le Président de l'OC ou, en cas d'empêchement, le Vice-Président prépare l'ordre du jour des réunions. Il informe les membres de l'OC des dates et de l'ordre du jour au minimum 10 jours avant chaque réunion.

Tout membre de l'OC peut demander au Président de l'OC, la tenue d'une réunion extraordinaire. Des tiers peuvent être invités pour tout ou partie des réunions. Les réunions de l'OC font l'objet d'un procès-verbal communiqué à l'ensemble de ses membres.

Compétences de l'Organe de contrôle et de l'Administration (*Konzernleitung*) – Le Collège des Associés

L'OC a pour responsabilité le contrôle de la conformité de la gestion avec la loi, la réglementation et les statuts (y compris le but social).

Il a pour tâches :

- Le contrôle de la conformité de l'exercice par l'Administration de ses responsabilités de surveillance consolidée avec la loi, la réglementation et les statuts.
- Le contrôle du fonctionnement du système de contrôle interne du Groupe, notamment :
 - Contrôle des politiques de gestion des risques du Groupe.
 - Contrôle de l'adéquation et de l'efficacité du système de compliance du Groupe.
 - Contrôle de l'adéquation et de l'efficacité de l'audit interne du Groupe.
- L'évaluation des rapports établis par l'audit interne et l'audit externe du Groupe.
- Le contrôle des résultats financiers du Groupe.
- La nomination du responsable de l'audit interne du Groupe, en principe sur proposition de l'Administration.

Le Collège des Associés assure la Haute Direction et la Haute Surveillance du Groupe (*Konzernleitung*). Il définit la vision et la stratégie du Groupe. Il en assure également la surveillance consolidée.

Le Collège des Associés dispose notamment des responsabilités et compétences suivantes :

- Définir la stratégie et diriger les affaires du Groupe.
- Fixer l'organisation du Groupe.
- Fixer les principes de comptabilité et de contrôle financier du Groupe.
- Définir la politique en matière de ressources humaines.
- Définir les principes et l'architecture du système de contrôle interne du Groupe.
- Définir le cadre général des politiques de risques et de compliance.

Instruments d'information et de contrôle

L'OC et ses membres sont notamment récipiendaires des rapports suivants :

- Rapports d'audit (interne et externe).
- Rapports semestriels de risque.
- Rapport annuel d'évaluation de risque de compliance.
- Budget annuel du Groupe.

Tout membre de l'OC peut demander via le Président de l'OC des informations supplémentaires à l'Administration.

Audit interne du Groupe

L'audit interne du Groupe rapporte directement à l'Organe de contrôle.

Il opère en toute indépendance, dans le respect des exigences réglementaires. Il coordonne son activité sur la base d'une planification annuelle des activités d'audit validée par l'Organe de contrôle. Il rencontre l'Organe de contrôle sur une base trimestrielle, notamment afin de discuter des rapports d'audit interne émis depuis la période précédente, de la coordination avec la société d'audit externe et du suivi des points d'attention et des recommandations prioritaires.

Gestion des risques

Des informations supplémentaires sur la conduite, les contrôles et la gestion des risques figurent à la page 13 du présent rapport financier.

4. Administration (*Konzernleitung*) – Le Collège des Associés

Membres du Collège des Associés

L'Administration constitue l'organe de direction du Groupe Lombard Odier. Elle est composée des six Associés-gérants de Compagnie Lombard Odier SCMA lesquels forment, ensemble, le Collège des Associés.

Les membres du Collège des Associés sont :

Patrick Odier (Associé-gérant Senior)

M. Patrick Odier est Associé-gérant du Groupe Lombard Odier depuis 1986 et exerce les responsabilités d'Associé Senior depuis le 1^{er} juillet 2008. Il est Président du Conseil d'administration de la Banque Lombard Odier & Cie SA depuis le 1^{er} janvier 2014.

Il a rejoint le Groupe Lombard Odier en 1982 et a complété sa formation à Zurich, New York et Montréal, avant de devenir Associé-gérant. M. Odier a consacré l'essentiel de sa carrière à la direction stratégique du Groupe et au développement des relations commerciales avec la clientèle aussi bien privée qu'institutionnelle.

M. Odier est titulaire d'une licence en sciences économiques de l'Université de Genève et d'un MBA en finance de l'Université de Chicago.

M. Odier est Président de Swiss Sustainable Finance (SSF).

Il est membre du Comité d'économiesuisse (Fédération des entreprises suisses).

M. Odier a été Président de l'Association Suisse des Banquiers de 2009 à 2016.

Il préside la Fondation Lombard Odier, ainsi que la Fondation Dr Henri Dubois-Ferrière Dinu Lipatti. Il est également membre du Conseil de la Fondation Louis-Jeantet, membre du Conseil de la Fondation Brocher, ainsi que du Conseil de plusieurs autres organisations philanthropiques et d'institutions académiques, suisses et internationales.

Hubert Keller (Associé-gérant Senior)

M. Hubert Keller est Associé-gérant du Groupe Lombard Odier depuis 2006. Il est actuellement en phase de transition vers le rôle d'Associé-gérant Senior, rôle qu'il assumera pleinement à compter du 1^{er} janvier 2023.

M. Keller est principalement impliqué dans l'activité de gestion d'actifs du Groupe depuis 2009 et a agi en tant que CEO de Lombard Odier Investment Managers jusqu'au 31 décembre 2020.

Il dirige les efforts du Groupe en matière d'investissement durable, notamment l'alignement des stratégies d'investissement et des portefeuilles sur la transition environnementale et sur un cadre économique plus inclusif.

M. Keller a débuté sa carrière auprès de la Compagnie Financière Tradition et du Groupe SG Warburg. Il intègre ensuite la Deutsche Bank, dans les activités de Corporate Finance et Capital Markets avant d'assumer la responsabilité des activités d'Equity Capital Markets et de devenir membre du Comité exécutif de sa division Global Banking.

Frédéric M. Rochat

M. Frédéric M. Rochat est Associé-gérant du Groupe Lombard Odier depuis 2012.

Titulaire d'un Master en économie et de gestion d'entreprise de l'Université de Saint-Gall (HSG), M. Rochat accomplit la première partie de sa carrière au sein de la division Banque d'Affaires du Groupe Goldman Sachs, à Londres et à New York.

Dans ce cadre, il a conseillé de nombreuses banques, compagnies d'assurances, gérants de patrimoine et autres prestataires de services financiers sur des sujets aussi variés que les couvertures d'actifs, le financement, la recapitalisation, la restructuration de dette ou encore les fusions et acquisitions.

M. Rochat a rejoint le Groupe Lombard Odier en octobre 2010 pour prendre la direction des activités de gestion privée basées à Londres.

Nommé Associé-gérant du Groupe Lombard Odier le 1^{er} janvier 2012, il codirige avec M. Denis Pittet les activités de la Clientèle Privée du Groupe Lombard Odier.

Denis Pittet

M. Denis Pittet est Associé-gérant du Groupe Lombard Odier depuis 2017.

Titulaire d'un brevet d'avocat, d'un Master en droit et d'un Master en économie de l'Université de Genève, M. Pittet a accompli toute sa carrière au sein du Groupe Lombard Odier. Engagé en 1993 en qualité d'avocat, il s'est vu confier en 1999, la responsabilité de l'Unité Juridique, Fiscalité & Conseil Patrimonial du Groupe.

En 2015, il rejoint l'Unité Clientèle Privée qu'il codirige avec M. Frédéric M. Rochat. Au sein de cette Unité, il supervise plus particulièrement les départements en charge des activités avec les Gérants de Fortune Externes, du Global Assets+ et de la Planification Patrimoniale.

M. Pittet est Président de la Fondation Philanthropia et membre du conseil de nombreuses fondations philanthropiques. Il est également membre du Comité de l'Association des Banques Privées Suisses et de la Fondation Genève Place Financière.

Annika Falkengren

Mme Annika Falkengren est Associée-gérante du Groupe Lombard Odier depuis août 2017.

Mme Falkengren est titulaire d'un Bachelor of Science in Business Administration and Economics de l'Université de Stockholm.

Elle a été Présidente et Directrice générale (CEO) de Skandinaviska Enskilda Banken (SEB), l'un des principaux groupes financiers des pays scandinaves, auprès duquel elle a accompli sa carrière entre 1987 et 2017. Elle y a exercé plusieurs responsabilités, notamment Head of Global Trading & Capital Markets, Head of Merchant Banking et Deputy Group Chief Executive, avant d'être nommée Présidente et CEO en 2005.

Mme Falkengren dirige les Unités Risk Management, Logistique ainsi que Marketing et Communication. Elle est responsable du projet One Roof, qui verra Lombard Odier déménager dans son nouveau siège à Genève en 2024 et du comité de responsabilité sociale du Groupe.

Mme Falkengren a été membre du Conseil puis Présidente de la Swedish Bankers' Association entre 2010 et 2017. Elle a également été membre du Conseil d'administration de plusieurs grandes entreprises internationales.

Elle est membre de la Royal Swedish Academy of Engineering Sciences (IVA) et membre du Conseil de fondation de l'International Institute for Management Development (IMD).

Alexandre Zeller

M. Alexandre Zeller est Associé-gérant du Groupe Lombard Odier depuis mars 2019. Il a par ailleurs été membre du Conseil d'administration de la Banque Lombard Odier & Cie SA de 2014 à 2016.

M. Zeller est diplômé de l'Université de Lausanne en Business Administration et détient un Executive MBA de la Harvard Business School de Boston.

Il a débuté sa carrière chez Nestlé en 1984, dans le domaine de l'audit opérationnel international. En 1987, il intègre Credit Suisse où il occupera différentes fonctions de management jusqu'en 2002, notamment celle de CEO de l'activité de Banque privée en Suisse.

Il rejoint ensuite la Banque Cantonale Vaudoise en 2002, dont il sera le CEO jusqu'en 2008. De 2008 à 2012, il est Président de la Direction générale de HSBC Private Bank (Suisse) SA à Genève.

M. Zeller a été Président du Conseil d'administration de Six Group SA à Zurich, de 2013 à 2016. De 2016 à 2018, il était Président du Conseil d'administration de Credit Suisse (Suisse) SA et membre du Conseil d'administration du Credit Suisse Group SA.

M. Zeller dirige l'Unité Technologie & Opérations à l'échelon du Groupe Lombard Odier. Depuis le 1^{er} septembre 2020, il dirige également les Unités Juridique, Compliance et Ressources Humaines.

Autres activités et mandats

(situation au 31.12.2021)

Patrick Odier

- Président du Conseil d'administration de Banque Lombard Odier & Cie SA
- Président du Conseil d'administration de LO Holding SA
- Président du Conseil d'administration de LO IP SA
- Président du Conseil de la Fondation Lombard Odier
- Membre du Conseil de la Fondation patronale du groupe Lombard Odier
- Membre du Conseil de la Fondation Philanthropia
- Président de Swiss Sustainable Finance (SSF)
- Président de la Fondation Dr. Henri Dubois-Ferrière, Dinu Lipatti, pour la lutte contre la leucémie et les maladies du sang
- Membre du Comité d'économiesuisse
- Membre du Conseil de la Fondation Brocher et de la Fondation Louis-Jeantet

Hubert Keller

- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier Asset Management (USA) Corp
- Membre du Conseil d'administration de LO Holding SA
- Président du Conseil de la Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier
- Président du Conseil de la Fondation complémentaire de prévoyance du groupe Lombard Odier
- Président du Conseil de la Fondation patronale du groupe Lombard Odier

Frédéric M. Rochat

- CEO de Banque Lombard Odier & Cie SA
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier (Europe) S.A.
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier Gestion (España), S.G.I.I.C., S.A.

- Membre du Conseil de la Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier
- Membre du Conseil de la Fondation complémentaire de prévoyance du groupe Lombard Odier
- Membre du Conseil de la Fondation patronale du groupe Lombard Odier

Denis Pittet

- Membre de la Direction générale de Banque Lombard Odier & Cie SA
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier (Europe) S.A.
- Membre du Conseil d'administration de LO IP SA
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier Trust (Bermuda) Limited
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited
- Président du Conseil d'administration de LO Patrimonia SA
- Président du Conseil d'administration de Bershield Insurance Limited
- Président du Conseil de la Fondation Philanthropia
- Membre du Conseil de la Fondation Lombard Odier
- Membre du Comité de l'Association des Banques Privées Suisses
- Membre du Conseil de la Fondation Genève Place Financière
- Président du Conseil de la Fondation André & Cyprien
- Membre du Conseil des fondations Pro Victimis, Franklinia et Saint-Michel

Annika Falkengren

- Membre du Conseil d'administration de LO Holding SA
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier Asset Management (USA) Corp
- Présidente du Conseil d'administration de Lombard Odier (Hong Kong) Limited
- Présidente du Conseil d'administration de Lombard Odier (Singapore) Ltd.

- Présidente du Conseil d'administration de Lombard Odier Trust (Japan) Limited
- Membre du Conseil de fondation de l'International Institute for Management Development (IMD)
- Membre permanente de la Royal Swedish Academy of Engineering Sciences

Alexandre Zeller

- Membre de la Direction générale de Banque Lombard Odier & Cie SA
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier (Hong Kong) Limited
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier (Singapore) Ltd.
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier Trust (Japan) Limited
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier T&O Services (Europe) S.A.
- Président du Conseil d'administration de Lodati SA
- Membre du Conseil de la Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier
- Membre du Conseil de la Fondation complémentaire de prévoyance du groupe Lombard Odier
- Membre de la Corporation des Banques Privées Genevoises
- Membre du Conseil d'administration de Maus Frères SA
- Président du Conseil d'administration de Central Swiss Classic Cars SA
- Président du Conseil d'administration de Garage Carrosserie Central SA
- Membre du Conseil de fondation du Centre d'étude Gerzensee, Fondation de la Banque Nationale Suisse
- Membre du Conseil de fondation de l'Aide suisse à la montagne

5. Rémunérations et programmes de participations

Les membres de l'Organe de contrôle et de l'Administration perçoivent uniquement une rémunération annuelle fixe. Ils ne bénéficient d'aucune rémunération variable, ni d'aucun programme de participation.

6. Organe de révision

Durée du mandat de révision et durée de la fonction du réviseur responsable

L'Assemblée générale ordinaire du 15 avril 2021 a désigné pour l'exercice 2021, la société PricewaterhouseCoopers SA, qui assume ce mandat depuis le 27 juillet 2001, comme organe de révision externe. Le responsable du mandat est M. Beresford Caloia, en fonction depuis l'exercice 2015.

Honoraires de révision

Les honoraires de révision versés en 2021 par le Groupe Lombard Odier se sont élevés à CHF 2,3 millions.

Honoraires supplémentaires

Le Groupe Lombard Odier a versé en 2021 des honoraires d'un montant de CHF 1,1 million pour d'autres prestations de service.

Instruments de surveillance et de contrôle relatifs à l'organe de révision

Les rapports de l'organe de révision externe ainsi que l'évaluation des risques et la planification des révisions qui en résultent sont traités par le Comité d'audit et discutés avec le réviseur responsable.

Les membres de l'organe de révision externe ont accès en tout temps aux membres de l'Organe de contrôle, du Collège des Associés et de l'audit interne, avec qui des séances de travail sont organisées régulièrement.

Indications relatives à la gestion des risques

Gestion des risques

De par leur nature, les activités bancaires et financières comportent des prises de risques directes ou indirectes. Le Groupe Lombard Odier en a parfaitement conscience et s'applique dans ce cadre à prendre uniquement des risques qui respectent les termes de sa politique d'affaires.

La gestion des risques fait partie intégrante de la stratégie du Groupe. La prudence et la sensibilité aux risques participent à notre solidité financière. Plus largement la gestion des risques contribue à préserver notre réputation ainsi qu'à assurer la continuité de nos activités et à notre pérennité.

Cela a également pour but l'amélioration continue des activités et des services. Elle se veut aussi un facteur différenciant par rapport à la concurrence.

Gouvernance et principales responsabilités de gestion des risques

- L'Organe de contrôle (OC) assume la fonction de Comité des risques. Il est informé sur une base trimestrielle par l'Administration du profil de risque du Groupe et de ses entités, mais aussi de l'état de ses fonds propres et de tout élément ou événement d'importance majeure, susceptible de venir modifier le profil de risque du Groupe.
- L'Administration est responsable de la définition des principes et de l'architecture du Système de contrôle interne (SCI) du Groupe, du suivi de sa mise en œuvre et de son efficacité. Elle établit son cadre général et évalue régulièrement son application. Elle approuve la tolérance au risque et les limites en matière de liquidités, de risques de marché, de crédits et de contreparties.
- Doté d'un pouvoir de décision, le Comité Finances, Risques et Diligence du Groupe est en charge d'établir une politique des risques pour le Groupe et de la soumettre à l'Administration. Il surveille le profil de risque du Groupe et veille à son adéquation avec la politique définie, ainsi qu'au principe de bonne gouvernance au niveau de l'organisation du système de contrôle interne. Il s'assure également que les mesures appropriées soient prises et appliquées lorsque le profil de risque s'écarte du cadre fixé. Le Comité informe immédiatement l'Administration et l'Organe de contrôle si un élément ou un événement d'importance majeure est susceptible de venir modifier le profil de risque du Groupe.
- Le Chief Risk Officer (CRO) se porte garant de l'application des décisions de l'Administration en matière de gestion et de contrôle des risques. Plus précisément, il assure la mise sur pied d'une organisation appropriée en matière de gestion des risques. Il propose également aux organes compétents

toute mesure nécessaire à une gestion cohérente des risques et surveille l'évolution des risques du Groupe. Il met en place des méthodologies et des outils de gestion des risques. Il informe immédiatement l'Administration de tout élément ou événement d'importance majeure, susceptible de venir modifier le profil de risque du Groupe.

- L'Unité Gestion des risques, sous la supervision du CRO, rapporte régulièrement à l'Administration et autres organes dirigeants sur le niveau de risque comparé à la tolérance et aux limites applicables.
- L'Unité Compliance est chargée de veiller à ce que nos activités soient menées de manière conforme à notre environnement réglementaire, de façon juste et équitable, dans l'intérêt supérieur des clients et le respect des règles de conduite sur le marché. En tant que seconde ligne de défense, l'Unité Compliance s'assure que le Groupe dispose d'un système de contrôle interne adéquat, lequel permet de mesurer et de gérer les risques de non-conformité auxquels il est confronté. Les principales tâches de l'Unité comprennent : la surveillance des risques liés à la criminalité financière (lutte contre le blanchiment d'argent et financement du terrorisme, respect des sanctions financières internationales, fraudes internes et externes, etc.), le respect des principes de gouvernance, de séparation des fonctions et de gestion des conflits d'intérêts, le suivi des règles de conduites sur le marché et l'évolution du cadre de fonctionnement interne compte tenu des nouvelles exigences identifiées via la veille réglementaire. Le Responsable Compliance du Groupe rend régulièrement compte aux organes de la gestion des risques en matière de compliance et leur fait part de toutes situations de non-conformité avec une mise en évidence des axes d'amélioration.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque de perte due à une fluctuation de valeur d'une position résultant de variations des facteurs déterminant le prix desdites positions comme le cours de change, les taux d'intérêt, le cours des actions, etc. Il a un impact sur les résultats du Groupe par le biais principalement des positions inscrites au bilan. Le cadre de gestion des risques est défini dans la politique de risque de marché du Groupe Lombard Odier.

Des limites sont définies pour le portefeuille de négoce et revues au moins une fois par an. Des sous-limites sont définies pour chaque activité de négoce et pour chaque catégorie de risque de marché. Le risque de marché lié aux activités de négoce est géré et contrôlé par la première ligne de défense (e.g. les traders en

charge de l'activité), puis indépendamment par l'Unité Gestion des risques au moyen de contrôles journaliers (deuxième ligne de défense).

Les risques de change sont centralisés dans l'entité bancaire suisse du Groupe et gérés de manière centralisée.

Les risques de taux d'intérêt (c.-à-d. les pertes potentielles concernant le résultat net des opérations d'intérêts et les variations de la valeur économique des fonds propres en raison de fluctuations des taux d'intérêt) sont gérés de manière centralisée pour l'ensemble des portefeuilles du Groupe.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme le risque d'incapacité du Groupe à satisfaire à ses obligations de paiement à tout moment, pour chacune de ses entités et dans n'importe quelle monnaie. Le maintien de niveaux confortables de liquidités compte parmi les objectifs principaux du Groupe. La gestion du risque de liquidité est décrite dans la politique de risque de liquidité du Groupe.

En cas de conflit entre les objectifs de liquidité et d'autres objectifs commerciaux, notamment en matière de rentabilité, les mesures visant à garder une saine situation en matière de liquidité priment. Les risques de liquidité sont contrôlés selon les dispositions légales applicables en la matière, complétées par des exigences et mesures internes.

Pour la gestion de la trésorerie et du bilan, le Groupe a adopté une approche centralisée. Celle-ci est confiée au département Trésorerie/ALM. Dans ce cadre, les avoirs non investis des clients sont placés de manière prudente, dans le respect de contraintes clairement fixées. Les besoins de liquidité du portefeuille de crédit sont monitorés compte tenu du niveau des dépôts stables de la clientèle. L'Unité Gestion des risques effectue des contrôles indépendants. Le cadre de gestion des risques est défini dans la politique d'investissement des liquidités du Groupe.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de pertes consécutives au non-respect des obligations contractuelles de paiement d'un client ou d'une contrepartie. Le cadre de gestion des risques est décrit dans la politique de risque de crédit du Groupe.

Risque de crédit envers la clientèle

Les activités qui génèrent un risque de crédit envers la clientèle, tous les deux garantis par le nantissement de titres listés et liquides de qualité suffisante sont :

- 1) Les prêts, limités essentiellement aux crédits d'espèces (prêts et dépassement en compte courant) consentis à la clientèle, aussi connus sous le nom de « crédit lombard »
- 2) Les autres prêts à couverture, qui peuvent inclure les crédits d'engagement (garanties bancaires, souscriptions au nom des clients à des Private Equity ou à d'autres instruments d'investissement fonctionnant avec des appels de fonds) et les positions de négociation qui exigent une marge tels que les produits dérivés et tous les autres instruments financiers.

Chaque portefeuille nanti fait l'objet d'une analyse approfondie par le département des Risques. Il en résulte l'attribution d'un taux d'avance conservateur à chaque position nantie en fonction du type d'instrument, du rating éventuel ainsi que des risques de liquidité et de pays liés aux investissements. Le risque de change et les risques de concentration par émetteur et par pays sont systématiquement pris en considération.

Le montant des expositions crédit, la valeur de marché et la valeur d'avance des actifs nantis sont réévalués et surveillés quotidiennement. Les dépassements de couverture ou de limite engendrent des appels de marge et peuvent amener le Groupe à vendre des actifs nantis si nécessaire afin de couvrir des expositions.

Il n'est pas dans la politique du Groupe d'octroyer des crédits hypothécaires ou des crédits commerciaux.

Risque de crédit envers les contreparties

Le risque de contrepartie se définit comme une perte potentielle pour le Groupe résultant d'obligations de paiement non remplies par ses contreparties financières, celles-ci pouvant être des correspondants bancaires ou des contreparties aux opérations en lien avec ses activités.

La politique de risque du Groupe restreint le choix des contreparties institutionnelles par une approche prudente, une vision à long terme et un objectif de qualité en matière de service à la clientèle. Sont privilégiées dans ce cadre les institutions dont le rôle économique est majeur voire systémique dans leur pays domestique ou à l'international.

Les dérivés (OTC) sont traités exclusivement sous une forme collatéralisée : les prises et mises en pension sont utilisées dans le cadre de la gestion de la liquidité et les dérivés traités par le Groupe sont soumis à des contrats de collatéralisation standard avec des paramètres stricts concernant les garanties demandées.

Toute nouvelle contrepartie fait l'objet d'une analyse approfondie et d'une approbation indépendante par l'Unité Gestion des risques. L'éligibilité des contreparties, leur santé financière et les limites sont revues au minimum une fois par an.

Le risque de contrepartie est géré au moyen d'une combinaison de limites qui couvrent les différents types d'instruments découlant des activités du Groupe.

Dans ce cadre, des limites sont attribuées lorsque le Groupe agit non seulement comme principal (risque direct) avec les contreparties mais également comme agent (risque indirect) pour le compte de clients.

Un risque financier maximum est déterminé par le Groupe pour chaque contrepartie, limitant d'autant le montant total de l'exposition acceptable en lien avec les activités réalisées entre les deux parties. Les limites par activité et le montant total maximum autorisé sont variables en fonction de la solvabilité des contreparties.

L'Unité Gestion des risques surveille l'évolution de la qualité des services des contreparties, mais aussi celle de leur solidité financière et de la situation macro-économique. Elle propose si nécessaire des changements de limites. L'examen des limites de contrepartie est assuré quotidiennement par la première ligne de défense (traders et trésoriers) et la seconde ligne de défense (Unité Gestion des risques).

Risque de règlement

Le risque de règlement se définit comme la perte potentielle résultant de l'absence de livraison d'instruments après paiement.

Les règlements sont en principe exécutés sur la base d'une livraison contre paiement (DvP). Des limites sont définies pour chaque contrepartie afin de gérer le risque de remplacement potentiel, si l'instrument doit être acheté auprès d'une autre source. Les limites sont surveillées quotidiennement.

Risques opérationnels

Les risques opérationnels incluent les possibilités de pertes provenant de l'inadéquation ou de la défaillance de procédures internes, de personnes, de systèmes ou suite à des événements externes ayant des causes intentionnelles, accidentelles ou encore naturelles. Ils comprennent également les risques juridiques et fiscaux ainsi que les risques réglementaires et de compliance.

Les risques opérationnels sont inhérents à l'exercice des activités du Groupe. Les risques opérationnels peuvent prendre différentes formes et avoir de nombreuses causes, qui vont des erreurs humaines involontaires aux actes frauduleux en passant par les événements externes.

Le Groupe accepte les risques opérationnels à la stricte condition que ces risques entrent dans le cadre de sa stratégie et de sa politique d'affaires et qu'ils s'inscrivent dans le respect en tout temps des réglementations et des législations des marchés. Le Groupe a mis en place une déclaration relative à la tolérance aux risques opérationnels qui permet de superviser et gérer à tout moment le profil de risque opérationnel.

Le Groupe considère que la gestion des risques opérationnels relève de la responsabilité de tous les collaborateurs et qu'elle requiert un engagement des supérieurs hiérarchiques à tous les échelons ainsi qu'une forte culture de prévention des risques opérationnels au sein du Groupe.

La sensibilité à ce type de risques se traduit par la prise en compte de chacun d'entre eux au sein de chaque unité comme première ligne de défense en ce qui concerne l'identification, l'évaluation et la gestion de ces risques ainsi que la mise en œuvre proactive des mesures d'amélioration.

La seconde ligne de défense, représentée, en particulier, par les Unités Gestion des risques et Compliance, est chargée de la supervision et du monitoring des risques opérationnels. Elles proposent également un soutien spécialisé aux unités en matière de mise en application du cadre de gestion des risques du Groupe et de gestion de types de risques spécifiques. Les risques liés à des litiges juridiques potentiels sont évalués individuellement par l'Unité Juridique et l'Administration, si nécessaire avec l'assistance d'avocats ou d'experts extérieurs au Groupe.

Le Groupe a défini des principes et des processus pour l'identification et l'évaluation des risques opérationnels importants, pour leur gestion et leur atténuation, pour la surveillance et le reporting des risques opérationnels au sein du Groupe et pour la promotion d'une solide culture en matière de risque opérationnel.

Le cadre de gestion des risques opérationnels du Groupe s'inscrit dans le respect des standards définis par le Comité de Bâle et adoptés par la FINMA.

Une évaluation indépendante du système de contrôle interne portant sur les activités de back-office et informatiques est réalisée chaque année sur la base d'un audit externe visant l'obtention de la certification selon les standards ISAE 3402 type 2 et ISAE 3000.

Les incidents opérationnels déclenchent des exigences en matière de notification, d'évaluation, d'approbation et d'escalade. L'analyse de ces incidents doit permettre la mise en place de mesures correctrices et préventives adéquates pour réduire la fréquence et la matérialité des potentiels événements de risque futurs.

En ce qui concerne son plan de continuité d'activité (Business Continuity Plan), le Groupe considère comme essentielle sa capacité à maintenir et reprendre rapidement ses activités critiques en cas de sinistres ou de catastrophes majeures afin de réduire au minimum leur impact sur la marche des affaires. Le Business Continuity Manager est responsable de la méthodologie et la mise en place d'un Comité de crise pour la gestion concertée de ce type d'événement.

Dans ce cadre, le Groupe teste au moins une fois par année son plan de continuité pour vérifier s'il est adapté, notamment pour tout ce qui touche à ses activités sensibles comme l'infrastructure technologique, le système d'information, l'accès aux marchés, l'exécution et la comptabilisation des ordres. Le Groupe s'appuie sur le respect des « Recommandations en matière de Business Continuity Management (BCM) » de l'Association suisse des banquiers ainsi que sur le respect des normes d'autorégulation reconnues comme standards minimaux par la FINMA.

Enfin, en rapport avec la technologie et la cyber sécurité, le Groupe a mis en place le cadre de la gestion des risques technologiques, de sécurité de l'information et de gestion de risques cybernétique en accord avec les exigences de la FINMA. Les procédures et contrôles sont mis en œuvre au sein de l'organisation afin d'assurer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des systèmes d'information ainsi que l'identification des menaces potentielles, la protection de l'infrastructure technologique, la détection ponctuelle d'incidents liés à la sécurité, basés sur une surveillance systématique, ainsi que la réactivité et le retour rapide aux activités normales en cas d'événements particuliers. La technologie, la sécurité d'information et la gestion de risques cybernétiques s'appuient sur les trois lignes du modèle de défense. La sécurité opérationnelle est gérée par le chef de la Sécurité de l'Information dans le cadre de la 1^{re} ligne de défense, indépendant de la fonction « Information Risk and Data Protection Office » surveillant les risques au sein de la 2^e ligne de défense.

Risque de réputation

Ce risque se traduit par une perception négative (image, confiance) des pratiques commerciales ou des contrôles internes du Groupe de laquelle peut résulter une perte financière. Pour améliorer sa maîtrise, le Groupe prend des mesures en amont afin d'en minimiser les impacts.

États financiers

18	Bilan consolidé
19	Compte de résultat consolidé
20	Tableau des flux de trésorerie
21	État des capitaux propres
22	Annexes aux comptes annuels consolidés
50	Rapport de l'organe de révision

Bilan consolidé

		31.12.2021	31.12.2020
	Notes	En milliers CHF	En milliers CHF
Actifs			
Liquidités		10'359'465	8'905'019
Créances sur les banques	1.10	1'075'293	851'860
Créances sur la clientèle	1.2, 1.10	5'533'399	4'697'504
Opérations de négoce		0	0
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	1.4	390'160	575'035
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1.3	560'735	718'642
Immobilisations financières	1.5, 1.10	3'763'567	3'672'772
Comptes de régularisation		165'884	216'429
Participations non consolidées	1.6, 1.7	11'177	7'409
Immobilisations corporelles	1.8	272'854	182'435
Autres actifs	1.9	56'429	88'018
Total des actifs		22'188'963	19'915'123
Passifs			
Engagements envers les banques		1'098'562	637'229
Engagements résultant des dépôts de la clientèle		17'855'351	15'829'516
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	1.4	468'177	580'522
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1.3, 1.13	595'568	783'140
Comptes de régularisation		488'670	451'931
Autres passifs	1.9	106'652	124'568
Provisions	1.14	103'825	105'348
Total des fonds étrangers		20'716'805	18'512'254
Réserves pour risques bancaires généraux	1.14	477'878	423'668
Capital social	1.16	73'710	73'710
Réserves issues du bénéfice		679'809	722'992
Réserve de change		(29'347)	(25'502)
Bénéfice consolidé		270'108	208'001
Total des fonds propres		1'472'158	1'402'869
Total des passifs		22'188'963	19'915'123
Total des engagements subordonnés		71'030	45'775
Opérations hors bilan			
Engagements conditionnels	1.2, 2.1	330'875	327'823
Engagements irrévocables	1.2	1'268'248	1'119'111

Compte de résultat consolidé

		31.12.2021	31.12.2020
		En milliers	En milliers
	Notes	CHF	CHF
Produit des intérêts et des escomptes	3.2	64'957	77'166
Produit des intérêts et dividendes des immobilisations financières		21'070	22'520
Charges d'intérêts	3.2	0	0
Résultat brut des opérations d'intérêts		86'027	99'686
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts		0	(91)
Résultat net des opérations d'intérêts		86'027	99'595
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		1'308'905	1'215'434
Produit des commissions sur les opérations de crédit		2'258	2'316
Produit des commissions sur les autres prestations de service		154'575	125'718
Charges de commissions		(207'354)	(186'663)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		1'258'384	1'156'805
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	3.1	102'576	144'726
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		78	302
Produit des participations		1'724	1'597
- dont autres participations non consolidées		1'724	1'597
Résultat des immeubles		1'524	1'790
Autres produits ordinaires		0	36
Autres résultats ordinaires		3'326	3'725
Total des revenus opérationnels		1'450'313	1'404'851
Charges de personnel	3.3	(844'956)	(825'873)
Autres charges d'exploitation	3.4	(223'173)	(207'261)
Charges d'exploitation		(1'068'129)	(1'033'134)
Corrections de valeur sur participations et amortissements sur immobilisations	1.6, 1.8	(5'573)	(7'737)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	1.14	(1'510)	(9'260)
Résultat opérationnel		375'101	354'720
Produits extraordinaires		909	1'181
Charges extraordinaires		(64)	0
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	1.14	(54'210)	(93'341)
Impôts	3.6	(51'628)	(54'559)
Bénéfice consolidé		270'108	208'001

Tableau des flux de trésorerie

	31.12.2021		31.12.2020	
	Sources	Emplois	Sources	Emplois
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Résultat de l'exercice	270'108		208'001	
Variation des réserves pour risques bancaires généraux	54'210		93'341	
Corrections de valeur sur participations et amortissements sur immobilisations	5'573		7'737	
Variations des provisions	7'096	8'619	11'370	10'454
Comptes de régularisation actifs	50'545			24'592
Comptes de régularisation passifs	36'739		77'062	
Autres actifs	31'589		57'994	
Autres passifs		17'916	30'382	
Dividende et autres distributions		255'131		193'099
Flux de fonds du résultat opérationnel	455'860	281'666	485'887	228'145
Remboursement de capital				
Autres apports	3'947		2'224	
Ecart de conversion		3'845		4'476
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres	3'947	3'845	2'224	4'476
Participations		4'077		1'760
Immeubles		91'591		46'695
Autres immobilisations corporelles		4'092		3'565
Flux de fonds de l'actif immobilisé	0	99'760	0	52'020
Flux de fonds de l'activité bancaire				
Engagements envers les banques				
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	5'750			20'500
Créances sur la clientèle	10'138			8'129
Immobilisations financières	19'670			894'195
Opérations à moyen et long terme (> 1 an)	35'558	0	0	922'824
Engagements envers les banques	461'333			111'075
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	2'020'085		2'032'644	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés		112'345	241'043	
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur		187'572	128'439	
Créances sur les banques		223'433		417'675
Créances sur la clientèle		846'033	349'391	
Opérations de négoce				
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	184'875			226'367
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	157'907			107'399
Immobilisations financières		110'465	154'274	
Opérations à court terme	2'824'200	1'479'848	2'905'791	862'516
Etat des liquidités				
Liquidités		1'454'446		1'323'921
Solde	3'319'565	3'319'565	3'393'902	3'393'902

État des capitaux propres

	Capital social	Réserves issues du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserve de change	Résultat de la période	Total
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Capitaux propres au début de la période de référence	73'710	722'992	423'668	(25'502)	208'001	1'402'869
Autres apports		3'947				3'947
Différences de change				(3'845)		(3'845)
Dividendes et autres distributions		(47'130)			(208'001)	(255'131)
Dotation à la réserve pour risques bancaires généraux			54'210			54'210
Résultat de la période					270'108	270'108
Capitaux propres à la fin de la période de référence	73'710	679'809	477'878	(29'347)	270'108	1'472'158

Annexes aux comptes annuels consolidés

Indication de la raison sociale, de la forme juridique et du siège du groupe

La société faitière du Groupe Lombard Odier est la Compagnie Lombard Odier SCmA qui est une société en commandite par actions dont le siège est à Genève.

Effectif du personnel

A fin 2021, les effectifs du Groupe s'élevaient à 2'616 en équivalent postes à temps plein contre 2'506 à fin 2020.

Principes d'établissement des comptes consolidés

Principes de base

Les présents états financiers représentent les comptes consolidés du Groupe Lombard Odier (ci-après «le Groupe») et fournissent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du Groupe. Ils sont présentés conformément au Code suisse des obligations, à la loi sur les banques et à son ordonnance, à l'ordonnance de la FINMA sur l'établissement et la présentation des comptes, ainsi qu'à la circulaire FINMA 2020/1 «Comptabilité – banques».

Principe de consolidation

Périmètre et méthode de consolidation

Le bouclage consolidé du Groupe Lombard Odier comprend les comptes des sociétés contrôlées directement ou indirectement par le Groupe ou sur lesquelles celui-ci exerce une influence dominante. Les sociétés du Groupe consolidées entièrement ainsi que les participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence figurent en annexe 1.7 «Indication des entreprises dans lesquelles le Groupe détient une participation permanente significative, directe ou indirecte». Les sociétés directement ou indirectement contrôlées par le Groupe ou sur lesquelles celui-ci exerce une influence dominante sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le capital est consolidé selon la méthode anglo-saxonne (purchase method).

Les participations minoritaires de 20 à 50% sont intégrées dans les comptes annuels consolidés selon la méthode de mise en équivalence. Les participations inférieures à 20% et celles d'importance moindre en termes de capitaux et de rendements ou dépourvues de caractère stratégique ne sont pas consolidées, mais inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements nécessaires à l'exploitation.

Les filiales sont consolidées à partir de la date du transfert effectif du contrôle au Groupe et ne sont plus consolidées à compter de la date à laquelle ce contrôle cesse.

La période qui s'applique à la consolidation est l'année calendaire.

Principes de comptabilisation et d'évaluation

Conversion des monnaies étrangères

Les bilans établis en monnaies étrangères des sociétés consolidées ont été convertis en francs suisses aux taux en vigueur à la date de clôture des comptes, à l'exception du capital, converti aux cours historiques. Les comptes de résultats sont convertis à des cours de change mensuels moyens.

Les différences de conversion résultant de la consolidation sont incluses dans la « Réserve de change ».

Les taux de changes utilisés pour la conversion des principales monnaies étrangères sont les suivants :

	31.12.2021	31.12.2020
USD	0,9112	0,8839
EUR	1,0362	1,0816
GBP	1,2341	1,2083

Liquidités, créances sur les banques, créances sur la clientèle et engagements au passif

Ces éléments sont portés au bilan à leur valeur nominale. Les créances jugées compromises font l'objet de corrections de valeur directement déduites de l'actif. Les avoirs et engagements en métaux précieux enregistrés dans des comptes métaux sont évalués à la juste valeur.

Opérations de financement de titres

Les titres acquis avec un engagement de revente future (prise en pension) ainsi que les titres empruntés ne sont inscrits au bilan que si le Groupe acquiert le pouvoir de disposition sur les droits liés aux titres transférés. Les montants de liquidité versés pour l'acquisition de ces titres ou remis en garantie des emprunts de titres sont portés au bilan sous les « Créances résultant d'opérations de financement de titres ».

Les titres vendus avec un engagement de rachat (mise en pension) ainsi que les titres prêtés demeurent inscrits au bilan tant que le Groupe conserve économiquement le pouvoir de disposition sur les droits liés aux titres transférés.

Les montants de liquidité reçus en contrepartie de la vente de ces titres ou en garantie des prêts de titres sont portés au bilan sous les « Engagements résultant d'opérations de financement de titres ».

Les produits et charges d'intérêts sur les créances et engagements sont délimités sur la durée des opérations.

L'activité de prêts et d'emprunts de titres porte essentiellement sur les prêts de titres en tant qu'agent pour le compte des clients et les revenus et charges sont ainsi comptabilisés dans le résultat de commissions.

Opérations de négoce

Les valeurs mobilières et métaux précieux destinés au négoce sont évalués et portés au bilan à leur juste valeur. Les gains et pertes de cours des portefeuilles destinés au négoce sont comptabilisés dans le compte de résultat au poste « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

Instruments financiers dérivés

Opérations de négoce et de trésorerie

Tous les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur découle soit du prix résultant d'un marché efficient et liquide, soit du prix offert par les teneurs de marché. Les valeurs de remplacement positives ou négatives sont portées au bilan.

Le résultat, réalisé et non réalisé, des transactions sur instruments financiers dérivés utilisés à des fins de négoce ou pour le compte de la clientèle est comptabilisé à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». Le résultat d'intérêt des swaps de devises effectués dans le cadre de la gestion de la trésorerie est enregistré dans la rubrique « Produit des intérêts et des escomptes » et comptabilisé selon le principe de l'« accrual method ».

Opérations de couverture

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour piloter les risques de taux et de change.

Les opérations de couverture sont évaluées selon les mêmes principes que les opérations de base couvertes.

Les résultats des opérations de couverture sont saisis sous une rubrique de résultat identique à celle qui enregistre les résultats correspondants de l'opération couverte.

Les modifications de valeurs sont saisies dans le compte de compensation, dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'est comptabilisée.

Le Groupe applique une comptabilité de couverture lorsque les effets de couverture ainsi que les buts et stratégies visés par les opérations de couverture sur risques de taux d'intérêt et de change sont documentés lors de la conclusion des opérations et qu'une vérification périodique de l'efficacité de la couverture est effectuée.

Les opérations de couverture ne remplissant pas, plus ou que partiellement leur fonction de couverture sont assimilées en totalité ou pour leur fraction excédentaire, à des opérations de négoce et traitées comme telles.

Autres instruments financiers évalués à la juste valeur

Les certificats émis par le Groupe qui représentent une fraction d'un « panier » de sous-jacents sont portés au bilan sous les « Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur ». Les titres de créance et de participation ainsi que les fonds de placement détenus dans le cadre de ces certificats sont comptabilisés sous les « Autres instruments financiers évalués à la juste valeur ».

La différence entre le montant des certificats émis, au passif, et les positions en couverture à l'actif, est principalement due aux valeurs de remplacement d'instruments financiers dérivés acquis dans le cadre de la stratégie d'investissement des certificats et à une composante « cash » comprise dans les liquidités.

Les modifications de valeur des certificats et des sous-jacents ainsi que les dividendes ou les délimitations éventuelles des intérêts sont enregistrées dans la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

Immobilisations financières

Les titres de créance destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont portés au bilan sur la base du coût amorti. Les gains et pertes résultant d'une vente ou d'un remboursement anticipé sont pris en compte proportionnellement jusqu'à l'échéance initialement prévue de l'opération par les rubriques « Autres actifs » ou « Autres passifs ». Les modifications de valeur en lien avec le risque de défaillance sont enregistrées immédiatement dans la rubrique « Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Les titres de créance non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance, sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse. Le solde des adaptations de valeurs est comptabilisé sous la rubrique « Autres charges ordinaires » ou « Autres produits ordinaires ». Une réévaluation allant au plus jusqu'aux coûts d'acquisition est comptabilisée si le prix du marché, qui était tombé en dessous de la valeur d'acquisition, remonte par la suite. Les modifications de valeur relatives au risque de défaillance sont enregistrées dans la rubrique « Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Les actions et parts de fonds détenues dans l'intention d'un placement à long terme sont évalués à la valeur la plus basse de leur prix d'acquisition et de la valeur de marché à la date du bilan.

Les parts de fonds détenues en couverture des risques de marchés d'engagements liés aux paiements différés de la compensation variable sont comptabilisés à la valeur de marché à la date du bilan.

Participations non consolidées

Les participations non consolidées sont évaluées individuellement au coût d'acquisition, sous déduction des corrections de valeurs économiquement nécessaires.

Immobilisations corporelles

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisés durant plus d'une période comptable et qui sont supérieurs à la limite d'activation, sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition et sont amortis linéairement. Les amortissements sont effectués selon un plan sur toute la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation.

L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, la valeur comptable résiduelle est amortie selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou un amortissement non planifié supplémentaire est comptabilisé.

Les amortissements effectués selon un plan de même que les amortissements supplémentaires non planifiés sont comptabilisés au débit de la rubrique « Corrections de valeur sur participations et amortissements sur immobilisations » du compte de résultat.

Les durées ou taux d'amortissement prévus et appliqués à la valeur d'acquisition des différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivants :

- Immeubles à l'usage du Groupe : 1% à 5%
- Autres immeubles : 2% à 5%
- Travaux d'aménagement sur immeubles : jusqu'à 5 ans
- Installations, machines, gros mobilier : jusqu'à 5 ans
- Equipement technologique (informatique, télécommunications) et logiciels : jusqu'à 3 ans

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la rubrique « Produits extraordinaires » et les pertes à la rubrique « Charges extraordinaires ».

Comptes de régularisation

A l'exception des prestations reçues, facturées mais non encore payées ou encaissées qui sont portées au bilan dans les « autres actifs » ou « autres passifs », tous les actifs et passifs résultant de la délimitation dans le temps des intérêts et des autres rubriques de produits et charges sur les rubriques de l'actif et celles du passif ainsi que d'autres délimitations sont présentés dans les « Comptes de régularisation » actifs et passifs.

Impôts

Les impôts comprennent les impôts sur le bénéfice et le capital des sociétés du Groupe ainsi que les attributions aux provisions pour impôts latents. Les impôts dus au titre du bénéfice courant sont comptabilisés sous la rubrique « Comptes de régularisation ».

Les impacts fiscaux des différences temporaires entre la valeur au bilan et la valeur fiscale des actifs et des engagements sont comptabilisés au bilan sous la rubrique « Provisions », s'il s'agit de montants imposables ou sous la rubrique « Autres actifs » s'il s'agit de montants fiscalement déductibles.

Les prétentions résultant de pertes fiscales reportées sont uniquement comptabilisées s'il est probable qu'elles pourront être réalisées dans le futur par l'existence de bénéfices imposables suffisants. Les impôts latents sont déterminés annuellement sur la base de taux d'impôts réellement attendus ou, s'ils ne sont pas encore connus, sur ceux en vigueur au moment de l'établissement du bilan. Les charges et les produits d'impôts latents sont comptabilisés au compte de résultat.

Provisions et corrections de valeur

Tous les risques et moins-values latents prévisibles font l'objet d'une provision ou d'une correction de valeur selon le principe de prudence.

Les corrections de valeurs individuelles sont directement déduites des rubriques correspondantes de l'actif. Les provisions destinées à la couverture des autres risques sont portées au bilan à la rubrique « Provisions ».

Réserves pour risques bancaires généraux

Pour la couverture des risques inhérents à l'activité bancaire, non couverts par des provisions spécifiques, le Groupe constitue préventivement des « Réserves pour risques bancaires généraux ». Ces réserves font partie des fonds propres et sont imposées fiscalement ou font l'objet d'un impôt latent.

Engagements de prévoyance

Le terme « engagements de prévoyance » désigne tous les plans, institutions et dispositions prévoyant des prestations pour la retraite, le décès ou l'invalidité des collaborateurs du Groupe. Un examen annuel est effectué afin de déterminer s'il existe des avantages économiques (excédents) ou des engagements économiques (déficits) vis-à-vis de ses institutions de prévoyance autre que les prestations de cotisations et les ajustements y relatifs. En Suisse, cet examen est réalisé sur la base des contrats, des comptes annuels des institutions de prévoyance établis conformément à la Swiss GAAP RPC 26, et d'autres calculs présentant à la date de clôture la situation financière, l'excédent de couverture ou le découvert existant par institution de prévoyance.

Un avantage économique peut être enregistré, s'il est licite et qu'il est envisagé de l'utiliser pour réduire les cotisations futures de l'employeur, de les rembourser ou de les utiliser en dehors des prestations réglementaires. L'engagement sera alors porté au bilan dans les « Provisions » tandis qu'un avantage économique sera comptabilisé dans les « Autres actifs » et dans les deux cas avec une incidence dans le compte « Charges de personnel ».

Engagements conditionnels, engagements irrévocables, engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires

La présentation de ces éléments dans les opérations hors bilan se fait à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, le Groupe constitue des provisions au passif du bilan.

Annexes aux comptes annuels

Les annexes non requises ou sans information ne sont pas présentées.

Modifications des principes comptables et d'évaluation

Aucun changement de principes comptables n'a été effectué.

Saisie des opérations

Toutes les opérations sont enregistrées dans les livres le jour de leur conclusion et évaluées dès ce jour en vue de la détermination du résultat. L'inscription au bilan de toutes les opérations conclues au comptant mais non encore exécutées s'effectue selon le principe de la date de conclusion.

Commentaire des méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur

Compte tenu des taux d'avance requis en matière d'octroi de crédits lombards, le risque de défaillance sur cette catégorie de crédit est faible. Le montant des expositions de crédit, la valeur de marché et la valeur d'avance des actifs nantis sont réévalués et surveillés quotidiennement. S'il devient peu vraisemblable que le débiteur puisse faire face à ses obligations, la créance devient alors compromise. Dans ces situations, une provision spécifique sera constituée au cas par cas sur décision de l'Administration et/ou du Comité opérationnel des risques du Groupe et compte tenu d'une évaluation circonstanciée des éventuelles sûretés.

Si des pertes sont à prévoir en raison d'événements qui se sont déjà produits au moment de l'établissement des comptes annuels, mais qui ne peuvent pas encore être attribués à des preneurs de crédit distincts, des corrections de valeur pour risques latents de défaillance sont constituées. Le groupe ne constitue pas de corrections de valeur pour risques inhérents de défaillance.

Commentaire de l'évaluation des sûretés de crédit, en particulier des critères importants appliqués à la détermination des valeurs vénales et des valeurs de nantissement

L'activité de crédit se limite essentiellement aux opérations de crédit lombard. Les sûretés déposées en garantie sont acceptées en nantissement à un pourcentage de leur valeur de marché. Ce taux d'avance dépend de la nature, de la solvabilité, de la devise et de la négociabilité des titres.

Politique d'affaires lors de l'utilisation d'instruments financiers dérivés

Le Groupe n'émet pas d'options ni aucun autre type de produit dérivé pour son propre compte. La majeure partie de l'activité de négoce d'instruments dérivés comprend les opérations de change (à terme et options), les options sur titres, indices ou boursiers, effectuées à la demande ou pour le compte de clients. L'utilisation des instruments dérivés dans la gestion discrétionnaire de portefeuilles est limitée aux opérations autorisées par les directives de l'ASB et en accord avec la politique d'investissement du Groupe.

Dans certains cas, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés dans le cadre de ses activités principalement pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt et de change. Dans ce cadre, il recourt essentiellement à des swaps de taux d'intérêt et à des opérations de change à terme ou des options de change. Ces opérations sont en principe enregistrées comme des opérations de couverture du type « micro et macro hedges » et selon les principes d'une comptabilité de couverture (cf. Principes de comptabilisation et d'évaluation).

Evénements particuliers et événements postérieur à la date de clôture de l'exercice

Evénements particuliers

A l'instar de centaines d'autres établissements en Suisses et à l'étranger, notre Banque est actionnée en justice devant les tribunaux new yorkais par (i) les liquidateurs des fonds Fairfield Sentry Ltd et Fairfield Sigma Ltd (« Fairfield ») d'une part et par (ii) le Trustee de Bernard L. Madoff Investments Securities LLC (BLMIS) (« le Trustee ») d'autre part. Ces procédures visent la restitution des montants reçus des fonds Fairfield pour le compte de nos clients. Ces procédures sont toujours en cours.

Depuis le début de ces procédures, la Banque estime que ces prétentions sont infondées mais que le risque est impossible à quantifier. Dès lors, aucune provision n'a été constituée au 31 décembre 2021.

Evénements postérieurs à la date de clôture

Il n'y a pas d'événement postérieur à la date de clôture de l'exercice pouvant avoir un impact sur les états financiers au 31 décembre 2021.

1. Informations relatives au bilan

1.1 Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Valeur comptable des créances résultant de dépôts de fonds consécutifs à des opérations d'emprunt de titres et de prise en pension	0	0
Valeur comptable des engagements résultant de dépôts de fonds consécutifs à des opérations de prêt de titres et de mise en pension	0	0
Valeur des titres détenus pour propre compte qui ont été prêtés ou fournis en qualité de sûretés dans le cadre d'opération de prêt ou d'emprunt de titres ainsi que transférés lors d'opérations de mise en pension	90	10'097
- dont ceux pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	90	10'097
La juste valeur des titres reçus comme sûretés dans le cadre du prêt de titres ainsi que de ceux reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et lors de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	94	10'602
- dont titres remis à un tiers en garantie	0	0
- dont titres aliénés	0	0

1.2 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises

	Nature des couvertures		Total	
	Autres couvertures	Sans couverture		
	En milliers CHF	En milliers CHF		En milliers CHF
Prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
Créances sur la clientèle	5'516'122	17'277	5'533'399	
Total des prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)	Exercice de référence	5'516'122	17'277	5'533'399
	Exercice précédent	4'630'530	66'996	4'697'526
Total des prêts (après compensation avec les corrections de valeur)	Exercice de référence	5'516'122	17'277	5'533'399
	Exercice précédent	4'630'530	66'974	4'697'504
Hors bilan				
Engagements conditionnels	261'662	69'213	330'875	
Engagements irrévocables	1'246'883	21'365	1'268'248	
Total du hors bilan	Exercice de référence	1'508'545	90'578	1'599'123
	Exercice précédent	1'332'708	114'226	1'446'934
<hr/>				
	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Corrections de valeur individuelles
		En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Créances compromises	Exercice de référence	0	0	0
	Exercice précédent	22	22	22

1.3 Répartition des opérations de négoce et des autres instruments financiers évalués à la juste valeur (actifs et passifs)

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
ACTIFS		
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur		
Titres de créance	64'120	86'371
Titres de participation	462'878	602'339
Produits structurés	33'737	29'932
Total des autres instruments évalués à la juste valeur	560'735	718'642
Total des actifs	560'735	718'642
- dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation	0	0
- dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	320	0
ENGAGEMENTS		
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur		
Certificats	595'568	783'140
Total des engagements	595'568	783'140
- dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation	0	0

1.4 Présentation des instruments financiers dérivés (actifs et passifs)

	Instruments de négoce			Instruments de couverture			
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes des contrats	
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	
Instruments de taux							
Swaps	473	473	112'984	483	1'288	112'434	
Options (OTC)	60	60	26'934				
Devises/Métaux précieux							
Contrats à terme	350'094	337'644	52'236'843	7'269	949	448'012	
Swaps combinés d'intérêt et de devises	26'900	122'958	6'072'430				
Options (OTC)	4'723	4'787	995'743				
Titres de participation/Indices							
Futures			20'145				
Options (OTC)	476	476	7'191				
Options (exchange traded)	155	15	11'741				
Dérivés de crédit							
Credit default swap							
	Exercice de référence	382'881	466'413	59'484'011	7'752	2'237	560'446
Total avant prise en compte des contrats de netting	<i>- dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	382'726	466'398	-	7'752	2'237	-
	Exercice précédent	563'208	579'129	57'475'441	13'680	3'246	662'181
	<i>- dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	561'529	579'027	-	13'680	3'246	-
Valeurs de remplacement positives (cumulées)							
			En milliers CHF				En milliers CHF
Total après prise en compte des contrats de netting	Exercice de référence		84'304				84'319
	Exercice précédent		154'152				154'254
Répartition selon les contreparties :							
				Centrales de compensation	Banques et maisons de titres		Autres clients
				En milliers CHF	En milliers CHF		En milliers CHF
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)				141	13'974		70'189

1.5 Répartition des immobilisations financières

	Exercice de référence		Exercice précédent	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Titres de créance	3'732'727	3'733'677	3'666'753	3'725'521
- dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance	3'732'727	3'733'677	3'666'753	3'725'521
- dont destinés à la revente	0	0	0	0
Titres de participation	30'840	31'339	6'019	6'779
Total des immobilisations financières	3'763'567	3'765'016	3'672'772	3'732'300
- dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	2'233'145	-	2'324'209	-

Répartition des contreparties selon l'échelle de notation de Standard & Poor's

	De AAA à AA-	De A+ à A-	De BBB+ à BBB-	De BB+ à B-	Inférieur à B-	Sans notation
Titres de créance à la valeur comptable	3'513'116	219'611	0	0	0	0

Le Groupe utilise les notations des 3 agences de rating Standard & Poor's, Moody's et Fitch. Lorsque chacune des agences externes fournit une notation à l'instrument, la médiane est retenue et lorsqu'il n'en existe que deux, le Groupe utilise la plus conservatrice. En l'absence d'une notation spécifique à l'instrument, le Groupe recourt à la notation Standard & Poor's à long terme de l'émetteur.

1.6 Présentation des participations non consolidées

	Valeur d'acqui- sition	Corrections de valeur cumulées et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable à la fin de l'année précédente	Reclassifi- cations	Investis- sements	Année de référence Désinvestis- sements (y c. effet de change)	Corrections de valeur	Adapta- tions de valeur en cas de mise en équi- valence	Valeur comptable à la fin de l'année de référence	Valeur de marché
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Participations non consolidées										
Autres participations										
- sans valeur boursière	8'056	(647)	7'409	0	4'079	(2)	(309)	0	11'177	-
Total des participations	8'056	(647)	7'409	0	4'079	(2)	(309)	0	11'177	0

1.7 Indication des entreprises dans lesquelles le Groupe détient une participation permanente significative, directe ou indirecte (1/2)

Raison sociale	Siège	Activité	Capital social	% de participation/voix		% de Détention directe/indirecte		
				31.12.2021	31.12.2020	31.12.2021	31.12.2020	
Participations consolidées par intégration globale								
LO Holding SA	Genève	Société holding	CHF	34'110'000	100	100	directe	directe
Banque Lombard Odier & Cie SA	Genève	Banque	CHF	100'000'000	100	100	indirecte	indirecte
Laspère SA	Genève	Société fiduciaire	CHF	250'000	100	100	indirecte	indirecte
LO Patrimonia SA	Genève	Société fiduciaire	CHF	1'000'000	100	100	indirecte	indirecte
LO IP SA	Genève	Société de services	CHF	700'000	100	100	indirecte	indirecte
Lodati SA	Genève	Société de services	CHF	300'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA	Genève	Société de conseil	CHF	26'000'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited	Londres	Société de conseil	GBP	20'000'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier (Europe) S.A.	Luxembourg	Banque	EUR	40'000'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Funds (Europe) S.A.	Luxembourg	Sté de distribution de FP	EUR	2'810'205	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Investment Managers Private Equity Sàrl	Luxembourg	Sté de distribution de FP	EUR	12'500	100	100	indirecte	indirecte
LOIM PE Capital	Luxembourg	Sté de distribution de FP	EUR	12'000	100	100	indirecte	indirecte
LOIM Sustainable Private Credit GP S.à.r.l.	Luxembourg	Sté de distribution de FP	USD	20'000	100	0	indirecte	-
Lombard Odier T&O Services (Europe) S.A.	Luxembourg	Services IT et bancaires	EUR	5'000'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Gestión (España), SGIC, S.A.	Madrid	Gestion de portefeuilles	EUR	1'188'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier & Cie (Gibraltar) Limited	Gibraltar	Banque	CHF	2'260'000	0	100	-	indirecte
LO Delta Explorer GP Limited	Jersey	Sté de distribution de FP	CHF	100'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier (Jersey) Limited	Jersey	Sté de distribution de FP	CHF	500'000	100	100	indirecte	indirecte
LO Infrastructure Fund GP Limited	Jersey	Sté de distribution de FP	CHF	100'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier (Hong Kong) Limited	Hong Kong	Conseil en placements	HKD	805'000'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier (Singapore) Ltd.	Singapour	Banque	CHF	42'647'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Trust (Japan) Limited	Tokyo	Gestion de portefeuilles	JPY	300'000'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Asset Management (USA) Corp.	New York	Société de conseil	USD	2'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier (Panama) Inc.	Panama City	Société de conseil	USD	500'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier (Uruguay) S.A.	Montevideo	Société de conseil	USD	103'986	100	100	indirecte	indirecte
Bershield Insurance Limited	Bermudes	Société d'assurances	CHF	216'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Trust (Bermuda) Limited	Bermudes	Trust company	CHF	1'350'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited	Nassau	Banque	CHF	4'000'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier (Brasil) Consultoria de valores Mobiliários Ltda	Sao Paulo	Société de conseil	BRL	24'200'000	100	100	indirecte	indirecte

1.7 Indication des entreprises dans lesquelles le Groupe détient une participation permanente significative, directe ou indirecte (2/2)

Raison sociale	Siège	Activité	Capital social	% de participation/voix	% de Détention		Détention	
					partici- pation/ voix	partici- pation/ voix	directe/ indirecte	directe/ indirecte
				31.12.2021	31.12.2020	31.12.2021	31.12.2020	
Participations non consolidées								
LO Services Inc	Montréal	Société de services	CAD	5'749'244	100	100	indirecte	indirecte
LO Securities (Canada) Inc	Montréal	Courtiers en val. mobilières	CAD	2'400'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Transatlantic Limited	Montréal	Courtiers en val. mobilières	USD	719'969	100	100	indirecte	indirecte
Parkgest Holding SA	Genève	Société holding	CHF	4'750'000	7	7	indirecte	indirecte
SIX Group AG	Zurich	Services financiers	CHF	19'521'905	2	2	indirecte	indirecte
Taurus SA	Genève	Services financiers	CHF	4'500'000	2	3	indirecte	indirecte
Elus SA	Lausanne	Services financiers	CHF	1'500'000	23	0	indirecte	-
SystemIQ Limited	Londres	Société de conseil	GBP	1'037	6/7	0	indirecte	-

Le Groupe ne détient aucune position significative en titres de participation dans des entreprises enregistrées dans ses immobilisations financières (2020 : néant).

D'autre part, il n'y a pas d'engagement portant sur la reprise d'autres quotes-parts ou sur des cessions (2020 : néant).

1.8 Présentation des immobilisations corporelles

	Valeur d'acquisition	Amortis- sements cumulés	Valeur comptable à la fin de l'exercice précédent	Reclassifi- cations	Exercice de référence			Valeur comptable à la fin de l'exercice de référence
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF		Investis- sements	Désinvestis- sements (y c. effet de change)	Amortis- sements	En milliers CHF
Immeubles à l'usage du Groupe	191'823	(14'071)	177'752	0	91'526	(1)	(1'942)	267'335
Autres immeubles	15'737	(15'123)	614	0	64	2	(178)	502
Logiciels	15'122	(14'419)	703	0	1'128	0	(680)	1'151
Autres immobilisations corporelles	73'585	(70'219)	3'366	0	2'986	(22)	(2'464)	3'866
Total des immobilisations corporelles	296'267	(113'832)	182'435	0	95'704	(21)	(5'264)	272'854

Leasing opérationnel

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Engagements de leasing non inscrits au bilan		
Echéant dans les 12 mois	33'508	32'523
Echéant dans un intervalle compris entre 12 mois et 5 ans	95'060	89'336
Echéant à plus de 5 ans	22'829	32'563
Total des engagements de leasing non inscrits au bilan	151'397	154'422
- dont résiliables à 12 mois	3'918	2'486

1.9 Répartition des autres actifs et autres passifs

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Autres actifs		
Montant activé relatif aux réserves de contribution de l'employeur	13'400	54'540
Comptes de règlement	19'087	8'841
Coupons	0	1'514
Impôts indirects	8'224	4'335
Compte de compensation	0	67
Actifs divers	15'718	18'721
Total autres actifs	56'429	88'018
Autres passifs		
Comptes de règlement	55'530	65'125
Coupons	63	218
Impôts indirects	29'129	26'418
Compte de compensation	5'720	10'366
Passifs divers	16'210	22'441
Total autres passifs	106'652	124'568

1.10 Indication des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété

	Exercice de référence		Exercice précédent	
	Montant ou valeur comptable du gage	Engagements effectifs	Montant ou valeur comptable du gage	Engagements effectifs
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Actifs nantis/mis en gage				
Créances sur les banques	68'112	68'112	59'089	59'089
Créances sur la clientèle	654	654	49'769	49'769
Immobilisations financières	385'662	385'662	323'952	323'952

1.11 Indication des engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle ainsi que du nombre et du type des instruments de capitaux propres du Groupe détenus par ces institutions

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	56'683	48'990
Total des engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle	56'683	48'990

1.12 Indications relatives à la situation économique des propres institutions de prévoyances (1/2)

Réserves de contributions de l'employeur (RCE)	Valeur nominale à la fin de l'exercice de référence	Renonciation d'utilisation à la fin de l'exercice de référence	Montant net à la fin de l'exercice de référence	Montant net à la fin de l'exercice précédent	Influence de la RCE sur les charges de personnel	
					Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Institution de prévoyance patronale :						
Fondation patronale du groupe Lombard Odier						
	13'400	0	13'400	54'540	0	0

Présentation de l'avantage/engagement économique et des charges de prévoyance	Excédent/insuffisance de couverture à la fin de l'exercice de référence	Part économique du Groupe	Modification de la part économique par rapport à l'exercice précédent (avantage/engagement économique)	Cotisations payées pour l'exercice de référence	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
					Exercice de référence	Exercice précédent
	En %	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Institutions de prévoyance avec excédent de couverture :						
Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier						
	16.7%	0	0	551	27'341	25'925
Institutions de prévoyance sans excédent ni insuffisance de couverture :						
Fondation complémentaire de prévoyance du groupe Lombard Odier						
	-	0	0	204	14'709	14'338

Les éventuels excédents de couverture appartiendraient à la Fondation. Ils seraient utilisés au profit des assurés le cas échéant sans autre utilisation possible. Les organes du Groupe considèrent dès lors qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour le Groupe. Au 31 décembre 2021, il n'y a ni avantage ni engagement économique à porter au bilan et au compte de résultat du Groupe.

Les organes de l'institution de prévoyance estiment, sur la base d'états financiers non révisés, que le degré de couverture au 31 décembre 2021 sera de 116,7% pour la Fondation de prévoyance. La Fondation complémentaire offre, depuis le 1^{er} janvier 2018 des stratégies d'investissement dont la performance est intégralement supportée par les assurés, sans garantie de capital. Par conséquent, la Fondation complémentaire ne développe aucun engagement vis-à-vis du capital épargne des assurés, impliquant un taux de couverture systématique de 100% sur tous les exercices à venir.

1.12 Indications relatives à la situation économique des propres institutions de prévoyances (2/2)

Institutions de prévoyance

Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier

L'affiliation à la Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier est obligatoire pour tout le personnel dont l'activité est en Suisse (Art. 5 du règlement), in extenso avec un contrat suisse. La Fondation a pour but de prémunir les employés des sociétés affiliées contre les conséquences économiques résultant de la vieillesse, de l'invalidité et du décès ; elle est inscrite au Registre de la prévoyance professionnelle auprès de l'Autorité de surveillance du Canton de Genève, en application de l'article 48 LPP. Par cette inscription, elle s'oblige à satisfaire aux exigences de la LPP. Les cotisations réglementaires varient entre 7% et 27% réparties entre les assurés et l'employeur, en fonction de l'âge et du niveau de cotisation choisi (Art 51). Une retraite anticipée est possible pour chaque assurée entre 58 ans et 65 ans, selon les dispositions légales et réglementaires.

Fondation complémentaire de prévoyance du groupe Lombard Odier

La Fondation complémentaire a pour but de prémunir les cadres et employés affiliés contre les conséquences économiques résultant de la vieillesse, de l'invalidité et du décès, en complétant les prestations qu'ils reçoivent de la Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier. L'assuré peut choisir son taux de cotisation entre deux options, sans incidence sur la cotisation de l'employeur. Ces cotisations s'appliquent sur la rémunération variable uniquement. Une retraite anticipée est possible pour chaque assuré entre 58 ans et 65 ans, selon les dispositions légales et réglementaires. La prestation est uniquement sous forme de capital. Cette fondation n'offre pas de garantie de capital.

1.13 Présentation des produits structurés émis

Risque sous-jacent ("underlying risk") du dérivé incorporé	Valeur comptable				Total
	Evaluation globale		Evaluation séparée		
	Comptabilisation dans les opérations de négoce	Comptabilisation dans les autres instruments financiers évalués à la juste valeur	Valeur de l'instrument de base	Valeur du dérivé	
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Titres de participation : Avec reconnaissance de dette propre	-	520'068	0	0	520'068
Instruments de taux : Avec reconnaissance de dette propre	-	75'500	0	0	75'500
Total	0	595'568	0	0	595'568

1.14 Présentation des corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que de leurs variations durant l'exercice de référence

	Etat à la fin de l'exercice précédent	Utilisations conformes à leur but	Différences de change	Modifications du périmètre	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions au profit du compte de résultat	Etat à la fin de l'exercice de référence
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Provisions pour impôts latents	92'227	0	0	0	-	5'925	(5'755)	92'397
Provisions pour les autres risques d'exploitation	12'970	(1'221)	(10)	0	0	1'033	(1'482)	11'290
Autres provisions	151	(151)	0	0	0	138	0	138
Total des provisions	105'348	(1'372)	(10)	0	0	7'096	(7'237)	103'825
Réserves pour risques bancaires généraux	423'668	-	0	0	-	54'210	0	477'878
Corrections de valeur pour risques de défaillance des créances compromises	22	(22)	0	0	0	0	0	0
Total des corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays	22	(22)	0	0	0	0	0	0

Les provisions pour les autres risques d'exploitation sont destinées à couvrir divers risques liés à des litiges, y compris les frais juridiques y afférents.

1.15 Indication des créances et engagements envers les parties liées

	Exercice de référence		Exercice précédent	
	Créances	Engagements	Créances	Engagements
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Participants qualifiés	595	485'507	306	485'879
Affaires d'organes	2'172	2'584	2'255	9'837

Les opérations du bilan et hors bilan avec les parties liées ont été conclues à des conditions conformes au marché.

1.16 Indications relatives aux propres parts du capital et à la composition du capital propre

Au cours de la période de référence, le Groupe et ses filiales n'ont pas détenu de propres titres de participation et n'ont pas pris d'engagements conditionnels de cession ou d'acquisition de propres titres de participation.

Indications relatives aux transactions avec les participants en cette qualité exprimés

Dans le cadre des activités normales, le Groupe est amené à effectuer des transactions avec des participants. Celles-ci comprennent notamment des avances, des dépôts et des transactions sur instruments financiers (opérations sur devises, sur titres, etc.). Toutes les transactions se font aux conditions qui prévalent sur le marché lors de leur initiation.

1.17 Présentation de la structure des échéances des instruments financiers

	A vue	Résiliable	Durée d'échéance résiduelle				Total
			dans les 3 mois	entre 3 et 12 mois	entre 12 mois et 5 ans	au-delà de 5 ans	
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Actifs/instruments financiers							
Liquidités	10'359'465	-	-	-	-	-	10'359'465
Créances sur les banques	1'075'293	0	0	0	0	0	1'075'293
Créances sur la clientèle	85'076	349'831	3'357'625	1'600'063	140'804	0	5'533'399
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	390'160	-	-	-	-	-	390'160
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur							
Immobilisations financières	30'840	0	129'355	630'016	2'684'250	289'106	3'763'567
Total de l'exercice de référence	12'501'569	349'831	3'486'980	2'230'079	2'825'054	289'106	21'682'619
Total de l'exercice précédent	11'326'197	229'355	2'898'437	1'822'875	2'677'119	466'849	19'420'832
Capitaux étrangers							
Engagements envers les banques	1'098'562	0	0	0	0	0	1'098'562
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	17'409'201	205'350	227'550	250	13'000	0	17'855'351
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	468'177	-	-	-	-	-	468'177
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur							
	595'568	-	-	-	-	-	595'568
Total de l'exercice de référence	19'571'508	205'350	227'550	250	13'000	0	20'017'658
Total de l'exercice précédent	17'350'537	224'520	221'100	27'000	7'250	0	17'830'407

1.18 Présentation des actifs et passifs répartis entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile

	Exercice de référence		Exercice précédent	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Actifs				
Liquidités	9'431'316	928'149	8'374'004	531'015
Créances sur les banques	550'385	524'908	96'698	755'162
Créances sur la clientèle	1'400'588	4'132'811	1'239'270	3'458'234
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	123'164	266'996	185'461	389'574
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	20'417	540'318	27'498	691'144
Immobilisations financières	125'182	3'638'385	283'414	3'389'358
Comptes de régularisation	61'252	104'632	79'610	136'819
Participations non consolidées	7'197	3'980	6'896	513
Immobilisations corporelles	268'588	4'266	178'692	3'743
Autres actifs	24'824	31'605	69'206	18'812
Total des actifs	12'012'913	10'176'050	10'540'749	9'374'374
Passifs				
Engagements envers les banques	643'796	454'766	265'493	371'736
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	5'080'071	12'775'280	4'416'865	11'412'651
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	274'117	194'060	228'893	351'629
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	297'108	298'460	371'256	411'884
Comptes de régularisation	293'692	194'978	258'809	193'122
Autres passifs	84'638	22'014	96'747	27'821
Provisions	100'377	3'448	102'042	3'306
Réserves pour risques bancaires généraux	477'878	0	423'668	0
Capital social	73'710	0	73'710	0
Réserves issues du bénéfice	679'809	0	722'992	0
Réserve de change	(29'347)	0	(25'502)	0
Bénéfice consolidé	168'404	101'704	126'328	81'673
Total des passifs	8'144'253	14'044'710	7'061'301	12'853'822

1.19 Répartition du total des actifs par pays ou par groupe de pays (principe du domicile)

	Exercice de référence		Exercice précédent	
	Montant	Part	Montant	Part
	En milliers CHF	En %	En milliers CHF	En %
Suisse	12'012'913	54	10'540'749	53
Reste de l'Europe	6'783'460	31	5'802'221	29
Amérique du Nord	1'105'989	5	1'579'353	8
Caraïbes et Amérique du Sud	968'507	4	740'076	4
Asie et Moyen Orient	1'110'374	5	1'063'576	5
Australie/Océanie	75'536	0	70'449	0
Afrique	132'184	1	118'699	1
Total des actifs	22'188'963	100	19'915'123	100

1.20 Répartition du total des actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)

	Expositions nettes à l'étranger/ Exercice de référence		Expositions nettes à l'étranger/ Exercice précédent	
	Montant	Part	Montant	Part
	En milliers CHF	En %	En milliers CHF	En %
S&P				
AAA	3'644'985	43	3'613'486	48
AA+ – AA-	3'581'518	42	3'168'591	42
A+ – A-	417'580	5	329'196	4
BBB+ – BBB-	268'136	3	211'345	3
BB+ – BB-	45'357	1	25'761	0
B+ – B-	108'952	1	8'641	0
CCC+ – D	960	0	36'159	0
Sans notation	381'740	5	201'163	3
Total des actifs	8'449'228	100	7'594'342	100

1.21 Présentation des actifs et passifs répartis selon les monnaies les plus importantes pour le groupe

	CHF	EUR	USD	Autres
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Actifs				
Liquidités	9'428'585	930'203	460	217
Créances sur les banques	493'199	72'639	474'563	34'892
Créances sur la clientèle	1'111'644	1'886'646	1'504'844	1'030'265
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	271'861	38'626	49'837	29'836
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	52'483	38'980	341'698	127'574
Immobilisations financières	113'867	1'329'545	2'269'116	51'039
Comptes de régularisation	60'615	32'309	63'980	8'980
Participations non consolidées	11'176	1	0	0
Immobilisations corporelles	269'736	850	441	1'827
Autres actifs	22'451	6'200	15'061	12'717
Total des positions portées à l'actif	11'835'617	4'335'999	4'720'000	1'297'347
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	18'488'040	10'979'536	23'219'575	6'189'957
Total des actifs	30'323'657	15'315'535	27'939'575	7'487'304
Passifs				
Engagements envers les banques	74'987	175'585	541'243	306'747
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	4'005'887	5'528'529	6'946'222	1'374'713
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	359'201	20'215	57'108	31'653
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	53'088	39'677	371'406	131'397
Comptes de régularisation	295'058	41'828	52'422	99'362
Autres passifs	65'459	16'336	19'728	5'129
Provisions	103'146	679	0	0
Réserves pour risques bancaires généraux	477'878	0	0	0
Capital social	73'710	0	0	0
Réserves issues du bénéfice	679'809	0	0	0
Réserve de change	(29'347)	0	0	0
Bénéfice consolidé	270'108	0	0	0
Total des positions portées au passif	6'428'984	5'822'849	7'988'129	1'949'001
Engagements à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	24'231'704	9'318'598	19'905'449	5'487'254
Total des passifs	30'660'688	15'141'447	27'893'578	7'436'255
Position nette par devise	(337'031)	174'089	45'997	51'050

2. Informations relatives aux opérations hors bilan

2.1 Répartition et commentaires des créances et engagements conditionnels

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Garanties irrévocables	330'875	327'823
Total des engagements conditionnels	330'875	327'823

2.2 Répartition des opérations fiduciaires

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Placements fiduciaires auprès de banques tierces	7'192'881	7'177'289
Opérations fiduciaires relatives aux prêts/emprunts de titres, lorsque le Groupe agit sous son nom pour le compte de clients	1'388'181	1'078'527
Total	8'581'062	8'255'816

2.3 Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En millions CHF	En millions CHF
Répartition des avoirs administrés		
Avoirs détenus par des instruments de placements collectifs sous gestion propre	66'625	59'726
Avoirs sous mandat de gestion	69'292	60'083
Avoirs sous mandat de conseil	28'567	23'087
Autres avoirs administrés	52'868	51'084
Total des avoirs administrés (y c. prises en compte doubles)	217'352	193'980
- dont prises en compte doubles	45'205	39'800
Présentation de l'évolution des avoirs administrés		
Total des avoirs administrés (y c. prises en compte doubles) initiaux	193'980	177'627
+/- Apports nets d'argent frais/retraits nets	11'764	13'614
+/- Evolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change	12'792	3'471
+/- Autres effets	(1'184)	(732)
Total des avoirs administrés (y c. prises en compte doubles) finaux	217'352	193'980

Les avoirs administrés comprennent tous les avoirs détenus ou gérés à des fins de placement. En conséquence les avoirs détenus par le Groupe dans le cadre de prestations de « global custodian » ne sont pas indiqués dans les chiffres ci-dessus.

Les intérêts, commissions et frais débités des avoirs administrés ainsi que la performance de gestion ne font pas partie des apports/retraits.

Les autres effets incluent des reclassifications de compte ainsi que des désinvestissements liés aux cessions d'activité de gestion de fortune.

3. Informations relatives au compte de résultat

3.1 Répartition du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Répartition selon les secteurs d'activités		
Activité de négoce pour propre compte	12'366	49'387
Exécution pour le compte de la clientèle	90'210	95'339
Total du résultat des opérations de négoce	102'576	144'726

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur		
Résultat de négoce provenant des :		
- devises	96'533	105'027
- titres de participation	1'526	33'682
- métaux précieux	4'517	6'017
Total du résultat de négoce	102'576	144'726
- dont provenant de l'option de la juste valeur	1'469	1'325
- dont provenant de l'option de la juste valeur sur les actifs	1'469	1'325

3.2 Produit du refinancement des positions de négoce ainsi que des intérêts négatifs

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Intérêts négatifs concernant les opérations actives		
Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	(53'057)	(48'631)
Intérêts négatifs concernant les opérations passives		
Charges d'intérêts payées	(8'679)	(8'289)
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	32'042	31'758
Solde positif reporté dans le produit des intérêts et des escomptes	(23'363)	(23'469)
<i>Total des charges d'intérêts</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

3.3 Répartition des charges du personnel

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Appointements	700'513	691'044
Prestations sociales	126'268	118'873
Autres charges du personnel	18'175	15'956
Total	844'956	825'873

Le système de rémunération, comprend un programme de paiements différés de la compensation variable jusqu'à une durée de 5 ans, applicable en fonction du montant de la part variable du salaire et ceci dans le but de fidéliser les collaborateurs.

Pour l'exercice 2021, le montant des paiements différés s'élève à CHF 48,8 millions (2020 : CHF 75,7 millions).

3.4 Répartition des autres charges d'exploitation

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Coût des locaux	47'495	44'861
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	49'050	42'753
Informations financières	29'819	28'002
Frais de voyage et de représentation	7'289	6'978
Honoraires professionnels	25'097	20'825
Honoraires de la société d'audit	3'476	3'742
- dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel	2'330	2'724
- dont pour d'autres prestations de service	1'146	1'018
Taxes et impôts indirects	13'089	12'970
Frais de bureau, de télécommunication et primes d'assurance	17'225	17'944
Dépenses de communication et sponsoring	27'494	25'169
Autres charges d'exploitation	3'139	4'017
Total	223'173	207'261

3.5 Présentation du résultat opérationnel réparti entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile de l'exploitation

	Exercice de référence		Exercice précédent	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Résultat des opérations d'intérêts	73'991	12'036	87'901	11'694
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	815'261	443'123	741'897	414'908
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	91'252	11'324	133'074	11'652
Autres résultats ordinaires	4'688	(1'362)	2'843	882
Total des produits	985'192	465'121	965'715	439'136
Charges de personnel	(565'966)	(278'990)	(532'705)	(293'168)
Autres charges d'exploitation	(164'403)	(58'770)	(156'670)	(50'591)
Total des charges d'exploitation	(730'369)	(337'760)	(689'375)	(343'759)
Corrections de valeur sur participations et amortissements sur immobilisations	(3'800)	(1'773)	(6'111)	(1'626)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	66	(1'576)	(8'388)	(872)
Résultat opérationnel	251'089	124'012	261'841	92'879

3.6 Présentation des impôts courants et latents, avec indication du taux d'imposition

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Constitution de provision pour impôts différés	5'925	7'399
Dissolution de provision pour impôts différés	(5'755)	(6'716)
Charges pour impôts courants	51'458	53'876
Total des impôts	51'628	54'559

Taux d'imposition moyen sur la base du résultat avant impôts 16,0% 20,8%

L'impact de l'utilisation des pertes reportées non utilisées antérieurement, sur le montant total des impôts de l'exercice courant, s'élève à CHF 4,3 millions (20120 : CHF 7,2 millions).

Rapport de l'organe de révision

à l'Assemblée générale de Compagnie Lombard Odier SCmA, Genève

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Compagnie Lombard Odier SCmA, comprenant le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé, le tableau des flux de trésorerie, l'état des capitaux propres et les annexes (pages 13 à 49) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021.

Responsabilité de l'Administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux prescriptions comptables pour les banques et aux dispositions légales, incombe à l'Administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, l'Administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats en conformité avec les prescriptions comptables pour les banques et sont conformes à la loi suisse.

PricewaterhouseCoopers SA, avenue Giuseppe-Motta 50, case postale, 1211 Genève 2
Téléphone : +41 58 792 91 00, télécopie : +41 58 792 91 10, www.pwc.ch

PricewaterhouseCoopers SA est membre d'un réseau mondial de sociétés juridiquement autonomes et indépendantes les unes des autres.

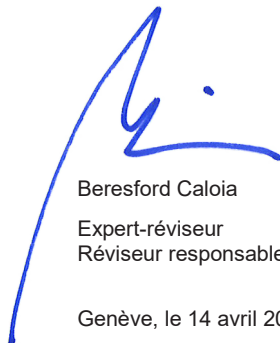
Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions de l'Administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA



Beresford Caloia
Expert-réviseur
Réviseur responsable

Genève, le 14 avril 2022



Marie-Eve Fortier
Expert-réviseur

Présence internationale

Suisse

Genève

Banque Lombard Odier & Cie SA¹

T +41 (0)22 709 21 11 · geneve@lombardodier.com

Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA

T +41 (0)22 793 06 87

loim-client-servicing@lombardodier.com

Société de direction régulée par la FINMA.

LO Patrimonia SA

T +41 (0)22 320 42 74 · lopatrimonia@lombardodier.com

Société autorisée comme Trustee par la FINMA et surveillée par un organisme de surveillance agréé par la FINMA.

Fribourg

Banque Lombard Odier & Cie SA · Bureau de Fribourg¹

T +41 (0)26 347 55 55 · fribourg@lombardodier.com

Lausanne

Banque Lombard Odier & Cie SA¹

T +41 (0)21 321 18 18 · lausanne@lombardodier.com

Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA

T +41 (0)21 321 17 60

loim-client-servicing@lombardodier.com

Vevey

Banque Lombard Odier & Cie SA · Agence de Vevey¹

T +41 (0)21 923 30 11 · vevey@lombardodier.com

Zurich

Banque Lombard Odier & Cie SA¹

T +41 (0)44 214 11 11 · zurich@lombardodier.com

Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA

T +41 (0)44 214 13 13

loim-client-servicing@lombardodier.com

¹ Banque privée et maison de titres soumise à la surveillance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

² Succursale de Lombard Odier Funds (Europe) S.A. (siège social: 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg), société soumise à la réglementation et à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

³ Succursale de Lombard Odier (Europe) S.A., un établissement de crédit basé au Luxembourg agréé et sous la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

Europe

Luxembourg

Lombard Odier (Europe) S.A.

T +352 2778 50 00 · luxembourg@lombardodier.com

Etablissement de crédit agréé et sous la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

Lombard Odier Funds (Europe) S.A.

T +352 2778 10 00 · luxembourg-funds@lombardodier.com

Société de gestion supervisée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

Lombard Odier T&O Services (Europe) S.A.

T +352 2778 20 00

Etablissement agréé et réglementé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

Allemagne

Lombard Odier Funds (Europe) S.A. - German Branch²

T +49 69 71048 8400 · frankfurt@lombardodier.com

Inscrite au registre du commerce de Francfort, HRB 114261.

Belgique

Lombard Odier (Europe) S.A. Luxembourg ·

Succursale de Belgique³

T +32 2 543 08 30 · brussels@lombardodier.com

Un établissement de crédit en Belgique soumis à la surveillance de la Banque nationale de Belgique (BNB) et par l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA).

Espagne

Lombard Odier (Europe) S.A. · Sucursal en España³

T +34 91 790 29 00 · madrid@lombardodier.com

Etablissement de crédit supervisé en Espagne par Banco de España et la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV). Inscrite au registre du commerce de Madrid, tome 31152, livre 0, feuillet 1, section 8, page M560642. CIF W0183168D. Registre de la CNVM Banco de España 1547.

Lombard Odier Gestión (España), S.G.I.I.C., S.A.U.

T +34 91 790 29 43 · madrid@lombardodier.com

Société de gestion soumise à la surveillance de la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV). Inscrite au registre du commerce de Madrid, tome 27475, feuillet 183, section 4, page M495135. CIF A85921898. Registre de la CNMV 231.

France

Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale en France³

T +33 (0)1 4926 46 00 · paris@lombardodier.com

Etablissement de crédit dont les activités en France sont soumises à la surveillance de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et de l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour ses activités de services d'investissement. Autorisation d'établissement n° 23/12 - Succursale enregistrée au Luxembourg sous le n° B169 907.

Intermédiaire en assurance agréé par le Commissariat aux Assurances (CAA) n° 2014 CM002. L'immatriculation auprès du CAA peut être contrôlée sur www.orias.fr.

Lombard Odier Funds (Europe) S.A. · French Branch²

T +33 (0)1 4926 46 00

distribution.loim.fr@lombardodier.com

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 844 250 563.

Italie

Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale in Italia³

T +39 02 0069 77 00 · milano-cp@lombardodier.com

Etablissement de crédit en Italie soumis à la surveillance de la Commissione Nazionale per le Società e la Borsa (CONSOB) et la Banca d'Italia.

Lombard Odier Funds (Europe) S.A. - Italian Branch²

T +39 02 3031 46 00 · milano-loim@lombardodier.com

Inscrite au registre du commerce de Milan n° 10576650963, R.E.A. n° MI - 2542516. Inscrite au registre de la Banca d'Italia n° 23951.

Pays-Bas

Lombard Odier Funds (Europe) S.A. - Dutch Branch²
T +31 10 79 99 600 · rotterdam@lombardodier.com
Enregistrée auprès de l'autorité néerlandaise des marchés financiers (Autoriteit Financiële Markten).

Royaume-Uni

Lombard Odier (Europe) S.A. UK Branch³
T +44 (0)20 3206 60 00 · london@lombardodier.com
La banque est autorisée au Royaume-Uni par la Prudential Regulation Authority (PRA). Soumise à la réglementation par la Financial Conduct Authority (FCA) et à une réglementation limitée par la Prudential Regulation Authority. Numéro de référence d'établissement de services financiers 597896. Sur demande, vous pouvez obtenir auprès de notre banque de plus amples informations sur la portée de notre autorisation et de notre réglementation par la Prudential Regulation Authority ainsi que sur la réglementation par la Financial Conduct Authority.

Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited
T +44 (0)20 3206 60 00 · london@lombardodier.com
Société d'investissement soumise à la réglementation et à la surveillance de la Financial Conduct Authority (registre de la FCA n°515393).

Afrique

Afrique du Sud

South Africa Representative Office ·
Bank Lombard Odier & Co Ltd
T +27 (0) 10 015 58 07 · johannesburg@lombardodier.com
Prestataire de services financiers agréé sous le numéro 48505.

Amériques

Bahamas

Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited
T +1 242 302 21 00 · nassau@lombardodier.com
Soumise à la surveillance de la Banque centrale des Bahamas et la Securities Commission of the Bahamas.

Bermudes

Lombard Odier Trust (Bermuda) Limited
T +1 441 292 78 17 · bermuda@lombardodier.com
Autorisée à exercer des activités de Trust, d'investissement et de services aux entreprises par la Bermuda Monetary Authority (BMA).

Brésil

Lombard Odier (Brasil) Consultoria de Valores Mobiliários Ltda.
T +55 11 3050 4300 · sao.paulo.office@lombardodier.com
Etablissement supervisé par Comissão de Valores Mobiliários of Brazil.

Etats-Unis

Lombard Odier Asset Management (USA) Corp.
Fonds de placement et fonds institutionnels – Conseil en investissement uniquement
T+1 212 295 62 00
Autorisé et régulé par la Securities and Exchange Commission SEC, n° LOAM USA 801-72554.

Panama

Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited ·
Representative Office in Panama
T +507 282 85 00
Soumise à la surveillance de la Banque centrale des Bahamas et de la Superintendencia de Bancos de Panamá.

Lombard Odier (Panama) Inc.

T +507 282 85 40
Soumise à la surveillance de la Superintendencia del Mercado de valores de Panamá. License pour ses activités de conseiller en investissement. Res. SMV No.528-2013.

Asie-Pacifique

Hong Kong

Lombard Odier (Hong Kong) Limited
T +852 2501 85 00 · hongkong@lombardodier.com
Une entité agréée dont les activités sont soumises à la réglementation et à la surveillance de la Securities and Futures Commission («SFC») afin de mener des activités réglementées de type 1, 4 et 9 conformément à la Securities and Futures Ordinance («SFO») de Hong Kong.

Japon

Lombard Odier Trust (Japan) Limited
T +81 (0)3 5114 17 96 · tokyo@lombardodier.com
Soumis à la réglementation et à la surveillance de la Financial Services Agency (FSA) du Japon. Titulaire d'une licence d'exploitation fiduciaire (FSA n° 208) et enregistré auprès du Kanto Local Finance Bureau for Financial Product Transactors (n° 470).

Singapour

Lombard Odier (Singapore) Ltd.
T +65 6305 77 88 · singapore@lombardodier.com
Un conseiller financier exempté en vertu du Financial Advisers Act (chapitre 110) et une banque d'affaires soumise à la réglementation et à la surveillance de la Monetary Authority de Singapour.

Moyen-Orient

Emirats arabes unis

Bank Lombard Odier & Co Ltd · Abu Dhabi Global Market Branch
T +9712 201 31 00 · abudhabi@lombardodier.com
Etablissement d'offres en investissement · Conseil en investissement ou en crédit · Octroi de crédits. Réglementé par l'Autorité de réglementation des services financiers de l'ADGM.

Bank Lombard Odier & Co Ltd

Representative Office Dubai

T +9714 509 01 11 · dubai@lombardodier.com
Placé sous l'autorité de surveillance de la Banque centrale des Emirats arabes unis.

Israël

Israel Representative Office · Bank Lombard Odier & Co Ltd
T +972 73 380 1830 · telaviv@lombardodier.com
Etablissement non supervisé par la Banque d'Israël, mais par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers qui supervise les activités de la Banque Lombard Odier & Cie SA.

Ce document est publié en français et en anglais.
Il peut être téléchargé au format PDF via notre site www.lombardodier.com.

INFORMATION IMPORTANTE

Ce rapport concerne toutes les entités du Groupe Lombard Odier. Il n'est pas destiné à être distribué, publié ou utilisé dans une juridiction où une telle distribution, publication ou utilisation serait interdite, et ne s'adresse pas aux personnes ou entités auxquelles il serait illégal d'adresser un tel rapport.

Le présent rapport ne peut être reproduit (en totalité ou en partie), transmis, modifié ou utilisé à des fins publiques ou commerciales sans l'autorisation écrite et préalable de Lombard Odier.

Protection des données :

Il se peut que vous receviez cette communication parce que vous nous avez fourni vos coordonnées. Si tel est le cas, veuillez noter que nous sommes susceptibles de traiter vos données à caractère personnel à des fins de marketing direct. Si vous souhaitez vous opposer à ce traitement, veuillez vous adresser au responsable de la protection des données du Groupe : Banque Lombard Odier & Cie SA, Group Data Protection Officer, 11, Rue de la Corratierie, 1204 Genève, Suisse. E-mail: group-dataprotection@lombardodier.com. Pour de plus amples informations sur la politique de protection des données de Lombard Odier, veuillez consulter le site www.lombardodier.com/privacy-policy.

Publication avril 2022.

© 2022 Lombard Odier – Tous droits réservés. Réf. LOG-FI-fr-092021.

